

RAPPORT ANNUEL



ASIA PACIFIC
FOUNDATION
OF CANADA

FONDATION
ASIE PACIFIQUE
DU CANADA

2017 - 2018



RÉALITÉ MONDIALE
DIVERSIFICATION
RÉSEAUX



TABLE DES MATIÈRES

PILERS STRATÉGIQUES / 4

LETTRE DU PRÉSIDENT DU CA / 6

LETTRE DU PRÉSIDENT / 7

01. L'ANNÉE EN REVUE / 11

02. NOTRE IMPACT / 30

03. DANS L'ACTUALITÉ / 35

04. ÉTATS FINANCIERS / 42

05. DONATEURS ET COMMANDITAIRES / 46

06. GOUVERNANCE / 48

07. ANNEXES FINANCIÈRES / 54



PILIERS STRATÉGIQUES

Développement des compétences et des savoir-faire

Développement des compétences et des savoir-faire : Augmenter les connaissances et la compréhension des jeunes Canadiens au sujet de l'Asie, en rehaussant les programmes d'études et en encourageant les séjours d'études à l'étranger et les stages en Asie.

2



1



Promotion des échanges commerciaux, des investissements et de l'innovation

Il s'agit d'encourager les échanges bilatéraux et de stimuler la création de liens entre les écosystèmes d'innovation canadiens et asiatiques.

3



Connaissance et compréhension de l'Asie contemporaine

Le but est de fournir au moment opportun des données et analyses sur les développements importants dans les affaires mondiales en rapport avec la relation entre le Canada et l'Asie.

4



Faire progresser la durabilité

Offrir des solutions aux défis liés au changement climatique, aux enjeux énergétiques, à la sécurité alimentaire et à la gestion des ressources naturelles dans la région de l'Asie Pacifique.

LETTRE de DAVID L. EMERSON

LE CENTRE DE LA GRAVITÉ économique mondiale se déplace clairement de l'Occident à l'Orient. Dans moins de 15 ans, l'Asie représentera 64 % de la classe moyenne mondiale et près de 40 % de la consommation de la classe moyenne mondiale. En fait, 88 % du prochain milliard de personnes de la classe moyenne mondiale habitera l'Asie.

C'est là une transformation véritablement remarquable, dont la signification a été soulignée pour les Canadiens par la rhétorique de plus en plus isolationniste et anti-commerce qui émane des États-Unis. Encore une fois, on nous rappelle que le Canada est une économie tributaire du commerce et devenue trop dépendante des États-Unis.

Pour un pays jeune et dynamique comme le Canada — doté d'une réputation mondiale d'honnêteté, d'ouverture et d'inclusivité —, cette dure réalité constitue aussi une possibilité. La possibilité d'encourager les Canadiens, particulièrement les jeunes, à déployer leurs ailes et à relever le défi d'établir de nouvelles relations internationales. La « plateforme nord-américaine » continuera de fournir un fondement solide dans les domaines de l'économie, de l'environnement et de la sécurité, mais l'expansion du commerce, des investissements et des relations entre les gens et la région Asie Pacifique est plus importante que jamais.

Le gouvernement peut aider. Les relations diplomatiques et les accords de partenariat entre pays peuvent ouvrir la voie, mais ce sont les individus qui définissent la nature, la durabilité et le succès à long terme des réseaux futurs.

Grâce à la recherche, aux publications, au réseautage, aux rencontres et à d'autres programmes, la Fondation Asie Pacifique du Canada dégage et définit les possibilités de nos gens d'affaires, du gouvernement et de la prochaine génération de Canadiens qui seront le moteur de notre réussite au cours du « siècle asiatique ».

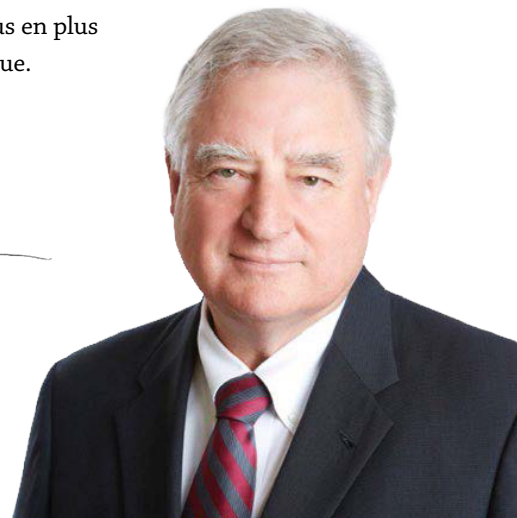
Je me réjouis de constater que, cette année, le Canada « s'éveille » à la nécessité d'une diversification économique avec un pivot vers l'Asie. Nos deux sondages d'opinion nationaux de cette année — l'un sur l'engagement avec la Chine et l'autre sur l'opinion des Canadiens sur l'Asie — montrent que les Canadiens ont des attitudes de plus en plus positives envers l'Asie et sont réceptifs à une politique nationale d'engagement économique et politique avec la région. Les résultats du sondage indiquent également un désir d'engagement doté de caractéristiques canadiennes, un engagement vaste, équilibré et qui traite de questions économiques, sociales et politiques.

Les résultats des sondages constituent une indication des attitudes du public à un moment donné et tiennent compte de nombreux facteurs, mais ils montrent l'importance du travail de la Fondation pour tirer parti des réseaux nationaux et internationaux, dans le but de dégager et de définir les possibilités dans la région Asie-Pacifique.

Le Canada est un pays socialement et géographiquement diversifié, riche en ressources, en talents et en innovation. Mais nous sommes une économie relativement petite et fragmentée qui dépend de la qualité de nos relations avec le monde extérieur pour assurer la prospérité dans l'avenir. Le succès du Canada exige une approche à long terme à l'égard d'une réalité mondiale, une réalité qui est de plus en plus centrée sur l'Asie Pacifique.



David L. Emerson
Président du CA



LETTRE de STEWART BECK

NOUS AVONS CONNU UNE année captivante, durant laquelle nous avons sondé les milléniaux canadiens sur l'évolution de leurs attitudes envers l'Asie, suivi les flux d'investissements étrangers entre le Canada et l'Asie Pacifique, forgé de nouveaux partenariats et rassemblé d'importantes parties intéressées lors de notre nouvelle série de tables rondes Women2Women, notre série de conférences des dirigeants asiatiques et nos tables rondes de Vancouver. Ces activités complètent nos recherches et nos publications qui contribuent au dialogue vital du Canada sur l'Asie.

Mais l'élément fondamental de notre mission — et peut-être bien notre plus grand succès cette année — a été de catalyser et d'édifier nos réseaux transpacifiques. Ces réseaux sont essentiels pour assurer la prospérité à long terme du Canada, en particulier pour les jeunes Canadiens, dans un monde dont le centre d'énergie et d'activité se déplace vers l'Asie.

Notre sondage montre que le public canadien est prêt à s'engager davantage avec l'Asie en ce moment où un virage stratégique dans cette la région est vital pour notre avenir économique. Cet appui sous-tend les initiatives de la Fondation pour développer les compétences des Canadiens sur l'Asie. Rehausser les compétences et les savoir-faire nécessaires aux Canadiens pour réussir au sein d'une économie mondiale centrée sur l'Asie est l'un des objectifs stratégiques de longue date de la Fondation.

Cette année, les activités à l'appui de cet objectif comprenaient plusieurs nouveaux partenariats institutionnels, le lancement d'un programme d'études secondaires pilote, des groupes de travail d'étudiants sur les enjeux et les possibilités présentés par l'Asie, une série de balados réalisés par des

milléniaux et un plusieurs nouveaux partenariats internationaux dans le cadre de notre initiative Asia Connect, y compris des possibilités d'emploi à l'étranger pour les jeunes Canadiens en Inde, à Hong Kong et aux Philippines.

Je suis particulièrement fier du travail que notre équipe a entrepris cette année sur le programme de bourses de recherche Cansbridge. Hautement sélectif, il comprend un stage d'été en Asie pour les jeunes entrepreneurs et les futurs leaders canadiens. Dans le cadre de ce nouveau partenariat, la Fondation codéveloppera et coanimera la Conférence étudiante Cansbridge 2018 qui se tiendra à Vancouver pour la première fois l'an prochain.

De plus, la Fondation a également accueilli plusieurs réunions cruciales avec des dirigeants du gouvernement et du monde des affaires cette année, y compris des réunions avec des membres de haut rang du service extérieur du Canada, diverses délégations internationales et des leaders d'opinion comme Jeff Immelt, ancien PDG de General Electric.

La Fondation a lancé sa nouvelle série de tables rondes Femmes à Vancouver, Regina et Toronto. Cette rencontre a réuni des femmes chefs d'entreprise canadiennes pour discuter des marchés et des possibilités en Asie et des défis propres aux femmes qui sont entrepreneurs et cadres supérieurs.



Pour regarder la vidéo, cliquez sur le bouton de lecture.



De même, notre série de conférences des dirigeants asiatiques à Toronto a donné aux Canadiens l'occasion de rencontrer une chef d'entreprise asiatique de premier plan, Diane Wang, fondatrice et PDG du géant commercial électronique chinois DHGate.com.

Notre Partenariat APEC-Canada pour l'expansion des entreprises avec Affaires mondiales Canada a commencé sa deuxième année de ce projet quadriennal et a continué à développer le potentiel des MPME dans la région de l'APEC, afin de favoriser une croissance durable dans les économies en développement.

Cette année, nous avons ciblé le Vietnam. Nous avons tenu deux symposiums en marge des réunions du Conseil consultatif des entreprises de l'APEC (ABLAC) à Toronto, dont un discours liminaire de la secrétaire parlementaire Pamela Goldsmith-Jones. Nous avons aussi visité les centres d'innovation OneEleven et MaRS Solutions Lab. Nous avons également présenté notre travail, nos conclusions et nos « boîtes à outils » exclusives à de nouveaux groupes de parties prenantes à Hô Chi Minh-Ville et à Da Nang.

La troisième réunion annuelle du Asia Business Leaders Advisory Council (ABLAC 2018) s'est tenue à Toronto au début de mars. Cette année, nos chefs de la direction du Canada et de l'Asie ont entendu des discours du ministre canadien de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique, l'honorable Navdeep Bains, et du ministre canadien des Finances, l'honorable Bill Morneau, et ont quitté la réunion en formulant des recommandations ciblées sur la façon dont le Canada peut mieux s'engager dans la région.

Ces recommandations étaient réalisables et s'appuyaient sur les avantages stratégiques du Canada en matière d'innovation, de talent et d'ouverture dans un système commercial mondial mis à rude épreuve par les politiques protectionnistes des États-Unis.

La prospérité future du Canada dépendra de sa capacité à adopter une politique de diversification à l'échelle du pays, centrée sur l'Asie, une réaction qui s'impose, en raison de la réalité mondiale d'aujourd'hui qui change radicalement. Grâce à ses propres travaux de recherche, de programmation et d'élaboration de politiques, la Fondation Asie Pacifique du Canada contribuera à la formulation de cette stratégie sur l'Asie, tout en continuant d'être le catalyseur de l'engagement du Canada en Asie et le trait d'union entre l'Asie et le Canada.

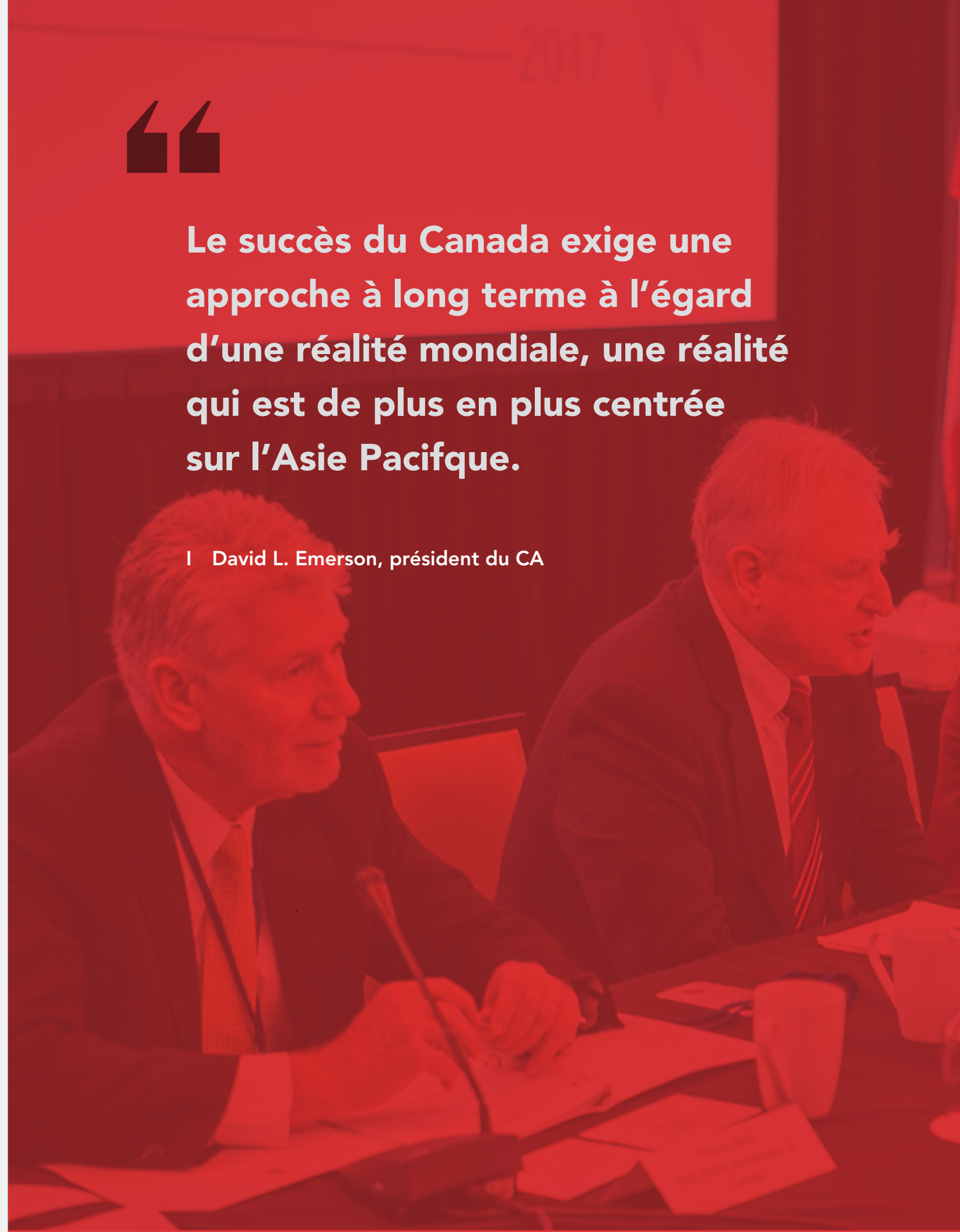


Stewart Beck
Président et chef
de la direction



Le succès du Canada exige une approche à long terme à l'égard d'une réalité mondiale, une réalité qui est de plus en plus centrée sur l'Asie Pacifique.

| David L. Emerson, président du CA





L'ANNÉE EN REVUE

- ☒ **NOUVEAUX MEMBRES
DE L'ÉQUIPE DE DIRECTION**
- ☒ **SONDAGE AUPRÈS DES CANADIENS
— LA CHINE ET LES MILLÉNAUX**
- ☒ **COMPÉTENCES SUR L'ASIE**
- ☒ **SUIVI DU COMMERCE, DES
INVESTISSEMENTS ET DE L'INNOVATION**
- ☒ **PARTENARIAT APEC-CANADA POUR
L'EXPANSION DES ENTREPRISES**
- ☒ **ENGAGEMENT AVEC LA CHINE**
- ☒ **SOUTIEN AUX JOURNALISTES CANADIENS**
- ☒ **PANORAMA DE TORONTO
DANS LES PRAIRIES**
- ☒ **BIEN EXPLOITER NOS RÉSEAUX**

L'EXERCICE 2017-2018 S'EST CARACTÉRISÉ PAR

LA CAPACITÉ DE LA FONDATION ASIE PACIFIQUE DU CANADA DE CATALYSER LES RÉSEAUX AFIN D'AMÉLIORER LA DIVERSIFICATION EN RÉPONSE À LA NOUVELLE RÉALITÉ MONDIALE QUI TOUCHE LE CANADA ET L'ASIE PACIFIQUE.

LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE de l'Asie a été remarquable. Elle se traduit par des revenus plus élevés et une augmentation de la classe moyenne, ce qui transforme la région en « puissance consommatrice » au sein d'un écosystème mondial d'innovation et d'entrepreneuriat. La grande majorité (88 %) du prochain milliard de personnes de la classe moyenne mondiale habitera l'Asie. D'ici 2020, l'Asie représentera 50 % de la classe moyenne mondiale et, d'ici 2030, environ les deux tiers, soit 940 millions de citoyens de la classe moyenne par rapport à 130 millions dans le reste du monde.

L'importance grandissante de l'Asie présente d'immenses possibilités économiques pour les entreprises canadiennes et souligne la nécessité, pour le Canada, de resserrer et de diversifier stratégiquement ses partenariats actuels en Asie Pacifique, une région complexe et de plus en plus concurrentielle qui connaît une évolution rapide. La collaboration sur les questions économiques, environnementales et de sécurité sera essentielle à la diversification de nos intérêts stratégiques, tant au pays que dans les secteurs industriels établis et émergents.

Cette année, la recrudescence du discours isolationniste et contre le libre-échange aux États-Unis et en Europe, qui a déstabilisé des alliances d'autrefois et des relations de confiance dans toute la région de l'Asie Pacifique, a réitéré l'urgence d'une approche de coopération internationale diversifiée.

Ce changement tectonique dans les affaires internationales présente des occasions uniques pour le Canada et pour la Fondation. Dans un contexte turbulent opposant nos partenaires traditionnels de l'Ouest et des superpuissances montantes comme l'Inde et la Chine, le Canada recherche une stratégie cohérente et à long terme pour l'Asie qui puisse favoriser le multilatéralisme tout en assurant la prospérité économique future du Canada.

La Fondation Asie Pacifique du Canada est particulièrement bien placée pour aider à orienter cette stratégie en harmonisant ses projets de recherche, ses événements et ses autres programmes, faisant ressortir les possibilités canadiennes inhérentes à un système commercial mondial de plus en plus centré sur l'Asie, et en catalysant ses réseaux établis

afin de mieux tirer parti de l'ouverture sociale et économique, de la culture de transparence commerciale et de la saine gouvernance qui sous-tendent l'engagement du Canada envers ses partenaires commerciaux mondiaux.

Voici quelques points saillants de l'exercice 2017-2018 et de nos activités visant à catalyser des réseaux afin d'appuyer la diversification en réponse à la nouvelle réalité mondiale.

NOUVEAUX MEMBRES DE L'ÉQUIPE DE DIRECTION

Cette année, la Fondation Asie Pacifique du Canada a accueilli deux nouveaux vice-présidents au sein de la Fondation : **Victor Thomas** s'est joint à nous le 1^{er} juin 2017 à titre de vice-président de la région des Prairies, et **Vilupti Lok Barrineau** assume ses nouvelles fonctions de vice-présidente de l'exploitation depuis le 27 septembre 2017.

M. Thomas est conseiller en gouvernance des entreprises et des stratégies internationales ainsi que conseiller stratégique à temps partiel du recteur de l'Université de Regina. Au sein de la Fondation, il travaillera avec les membres de la haute direction de Vancouver et de Toronto pour renforcer la présence et l'engagement de la Fondation dans les provinces de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba, où une reprise du commerce et des investissements bilatéraux avec la région de l'Asie Pacifique a été jugée essentielle à la future prospérité économique de ces provinces.

M^{me} Barrineau est conseillère internationale spécialisée dans les questions d'inclusion et d'égalité. Avant de se joindre à la Fondation Asie Pacifique du Canada à titre de directrice principale, elle a travaillé pour les Nations Unies et la Fondation Bill et Melinda Gates. En tant que vice-présidente, elle travaillera avec l'équipe de direction pour mieux définir la planification stratégique et la vision future de la Fondation, coordonner le développement des affaires et les activités organisationnelles, ainsi que planifier et exécuter les événements majeurs, en plus d'assurer la liaison entre les représentants du gouvernement et le conseil d'administration de la Fondation Asie Pacifique du Canada.



Membres de l'équipe de recherche de la Fondation Asie Pacifique du Canada, dans la salle du conseil au bureau de Vancouver.

SONDAGE AUPRÈS DES CANADIENS — LA CHINE ET LES MILLÉNAUX

Depuis plus de 13 ans, le sondage d'opinion national de la Fondation examine les opinions et les attitudes des Canadiens à l'égard des relations du Canada avec l'Asie. Cette année, la Fondation a demandé à EKOS Research Associates de réaliser deux sondages nationaux, l'un portant sur les **Perceptions des Canadiens sur les relations avec la Chine** et l'autre sur les **Points de vue des milléniaux canadiens sur l'Asie**, deux sujets jugés par notre conseil d'administration comme étant d'une importance stratégique pour la Fondation.

Les deux sondages ont révélé que les Canadiens montrent une attitude de plus en plus favorable envers l'Asie et une réceptivité grandissante envers une politique nationale d'engagement économique et politique avec la région. En outre, les résultats montrent clairement que les sentiments contre le libre-échange qui sont à la hausse aux États-Unis et en Europe introduisent la diversification dans les débats nationaux au sujet de la future prospérité économique du Canada.

Dans le cas du sondage sur les **Perceptions des Canadiens sur les relations avec la Chine**, l'incertitude quant à la direction qu'empruntent les relations entre le Canada et les États-Unis depuis l'élection du président Trump, à laquelle il faut ajouter des préoccupations sur les sentiments grandissants en matière de protectionnisme en Europe, incitent

les Canadiens à se montrer plus ouverts en matière d'engagement avec la Chine et plus favorables envers un possible accord de libre-échange avec la deuxième économie en importance au monde.

Selon les principaux résultats dégagés par le sondage :

- ☒ 62 % des Canadiens croient que les échanges commerciaux accrus avec la Chine sont importants aujourd'hui, en raison du protectionnisme grandissant aux États-Unis et en Europe;
- ☒ Plus de la moitié des Canadiens (55 %) sont favorables à un accord de libre-échange entre le Canada et la Chine, une hausse de 9 points de pourcentage comparativement à 2016 et de 19 points par rapport à 2014;
- ☒ L'appui des Canadiens à l'égard des liens économiques plus étroits avec la Chine repose sur la prémisse qu'ils entraîneront plus de possibilités pour les entreprises canadiennes (76 %) et pour les jeunes Canadiens (70 %), se traduiront par une plus grande prospérité économique pour le Canada (57 %), encourageront les investissements nécessaires dans les entreprises canadiennes (63 %) et augmenteront la compétitivité du Canada à l'échelle internationale (54 %).

Malgré le soutien public global au sujet des relations économiques accrues du Canada avec la Chine, le sondage révèle que les Canadiens continuent à s'attendre à un programme général et équilibré de la part du gouvernement au sujet de la Chine, et qui tienne compte des enjeux économiques, sociaux et politiques.

Néanmoins, il est manifeste qu'Ottawa peut compter sur l'ouverture grandissante des Canadiens au sujet de relations économiques plus étroites avec le pays, alors qu'il donne suite à son programme sur la Chine.

La diffusion en ligne des résultats du sondage, en mai, a été appuyée par une série de résumés **infographiques** et par un billet de blogue intitulé **What's Driving Canadian Attitudes Toward a Free Trade Agreement with China?**, corédigé par Eva

Busza, vice-présidente de la recherche et des programmes, et Yushu Zhu, gestionnaire de programme, enquêtes et sondages. Un éditorial de Stewart Beck, président et chef de la direction de la Fondation, intitulé **« The Trump Effect is Changing Canadian Views on China »** a également été publié dans le quotidien *The Globe and Mail*. Le sondage a obtenu 156 mentions dans les médias, et il a été repris par CTV News dans un article intitulé **« Canadians Increasingly Support Free Trade with China »**

Le premier sondage d'opinion national de la Fondation portant sur les **Points de vue des milléniaux canadiens sur l'Asie** a révélé que les jeunes Canadiens sont plus favorables que les générations plus âgées envers une politique canadienne d'engagement économique et politique avec l'Asie, en particulier la Chine, parce qu'ils entretiennent des attitudes plus positives à l'égard de la région et qu'ils croient plus fermement que le pragmatisme devrait orienter les politiques étrangères canadiennes.

De plus, les résultats montrent que les milléniaux feraient bon accueil à davantage de possibilités leur permettant de développer des connaissances et des compétences par rapport à l'Asie, y compris des initiatives gouvernementales visant à accroître leur exposition aux langues et à la société asiatiques. Ces nouvelles conclusions soulignent l'importance — et la pertinence grandissante — de la mission continue de la Fondation, qui consiste à rehausser les compétences des Canadiens sur l'Asie, en particulier celles des jeunes Canadiens qui tiendront les rênes de notre avenir dans un monde de plus en plus centré sur l'Asie.

Selon les principaux résultats dégagés par le sondage :

- ☒ Les jeunes milléniaux sont plus susceptibles de voyager et plus disposés à travailler en Asie que les Canadiens plus âgés et ils tendent davantage à mettre l'accent sur des considérations économiques que sur des valeurs en ce qui concerne les relations extérieures.

- ☒ Les jeunes milléniaux sont moins bien informés sur l'Asie que leurs aînés, mais ils sont plus favorables à l'égard de l'Asie et plus engagés envers la région que les générations précédentes.
- ☒ Les vieux milléniaux connaissent mieux l'Asie et montrent davantage d'intérêt à s'informer de façon proactive au sujet de l'Asie.

La diffusion en ligne des résultats du sondage mené auprès des milléniaux en novembre a été appuyée par une série de résumés **infographiques** et par un billet de blogue intitulé **Why Are Canadian Millennials More Favourable Toward Asia than Non-Millennials?**, rédigé par la milléniale Ka Po Kong, attachée de recherche de la Fondation. Deux éditoriaux ont également été préparés et publiés dans les médias grand public du Canada, soit : **« Canadian Millennials Seek Closer, but Pragmatic, Connection to Asia »** (*Vancouver Sun*, par Justin Kwan, titulaire d'une bourse de recherche postuniversitaire) et **« Canada's Millennials are Ready to Engage with Asia »** (*Globe and Mail*, Eva Busza et Yushu Zhu). Le sondage a obtenu 160 mentions dans les médias.

COMPÉTENCES SUR L'ASIE

Les sondages et les recherches de la Fondation Asie Pacifique du Canada continuent de le démontrer : assurer un avenir optimiste et prospère pour le Canada commence avec les jeunes Canadiens et nécessite des compétences sur l'Asie. Ainsi, il devient essentiel



de renforcer les liens entre le Canada et l'Asie dans le domaine de l'éducation et de créer des possibilités, pour les jeunes Canadiens, d'étudier et de travailler en Asie.

Cette année, la Fondation a mené un solide programme d'acquisition de compétences sur l'Asie, lequel comprenait plusieurs nouveaux partenariats internationaux, un projet provincial de programme d'études, des groupes de travail étudiants, diverses activités du Conseil jeunesse de l'Asie Pacifique et une nouvelle série en baladodiffusion créée par et pour les milléniaux de l'Asie Pacifique.

Stages en Asie

Dans le cadre de l'initiative **« Asia Connect »**, la Fondation Asie Pacifique du Canada a lancé cette année quatre nouveaux programmes de stages à l'intention des étudiants canadiens du palier postsecondaire, soit deux en Inde, un à Hong Kong et un autre aux Philippines.

En partenariat avec le **Collège Langara** de Vancouver, la Fondation aide chaque année deux étudiants de ce collège à effectuer des stages de quatre mois à la société **Optimus Information** située à Noida, en Inde. Ces stages de travail sont axés sur le marketing ou sur les technologies de l'information. Les deux premiers étudiants, **Willy Sin** et **Lucy Morrow**, ont fait part de leur expérience à d'autres jeunes Canadiens au moyen d'un billet de **blogue** publié sur notre site Web en mars.

En partenariat avec l'**Université Simon Fraser**, la Fondation Asie Pacifique du Canada aide jusqu'à six étudiants par année à effectuer des stages en Inde à la **Fondation Deshpande**, à Hubli, ou à **Zone Startups India**, à Mumbai. Les critères de sélection se fondent sur l'intérêt des étudiants à acquérir des compétences liées à l'innovation et à l'entrepreneuriat. Les premiers étudiants partiront pour l'Inde en septembre 2018.

Les étudiants Willy Sin et Lucy Morrow, en compagnie de leur accompagnatrice, durant leur stage de quatre mois organisé par le Collège Langara et la Fondation à Noida, en Inde.



Indira Samarasekera, membre du conseil d'administration, ancienne rectrice et vice-chancelière de l'Université de l'Alberta, discute de l'importance de la compétence sur l'Asie.



William Yu, fondateur du Programme de bourses de recherche Cansbridge



La Fondation Asie Pacifique du Canada et le bureau canadien de **Noah Holdings Ltd**, une société chinoise de gestion de fortune et d'actifs, ont offert quatre stages à des étudiants canadiens au sein du bureau de Noah situé à Hong Kong. Les stages du premier groupe d'étudiants commenceront en mai 2018 et se termineront en août de la même année. Enfin, en partenariat avec **Nimbyx**, une entreprise de développement de logiciels de Vancouver, la Fondation soutient un programme de stages axés sur la technologie. Celui-ci aura lieu à l'automne 2018, au bureau de Nimbyx situé dans le district mondial de Bonafacio (Grand Manille), aux Philippines.

Bourses de recherche Cansbridge

Toujours dans le cadre de l'initiative « Asia Connect » de cette année, la Fondation a établi un nouveau partenariat avec le **Programme de bourses de recherche Cansbridge**, un programme très sélectif fondé par William Yu à l'intention des jeunes entrepreneurs qui comprend un stage d'été en Asie. La Fondation Asie Pacifique du Canada et Cansbridge collaboreront également à une conférence étudiante axée sur l'interrelation entre l'Asie et l'entrepreneuriat, qui aura lieu à Vancouver à l'automne 2018. De plus, dans le cadre d'un partenariat avec **Hong Kong Airlines**, la Fondation remettra un billet d'avion aller-retour à destination de Hong Kong à jusqu'à 20 jeunes Canadiens sélectionnés pour étudier à l'étranger ou pour participer à d'autres programmes d'enrichissement pédagogique.

Groupes de travail étudiants Asia Connect : concours de présentation

En mai, la Fondation Asie Pacifique du Canada a tenu son deuxième concours de présentation des groupes de travail étudiants, qui portait cette année sur les thèmes « La génération des jeunes » et « Les enjeux de l'Asie ».

Pour deux grands prix de 400 \$ en espèces, huit groupes d'étudiants du palier postsecondaire et de jeunes professionnels de la Colombie-Britannique se sont affrontés devant un jury composé de titulaires de bourses de recherche postuniversitaire de la Fondation. Leurs présentations portaient notamment sur **l'exploitation minière aux Philippines** (première place dans la catégorie « Les enjeux de l'Asie »), l'immigration dans l'ANASE, la nécessité d'un accord de libre-échange entre le Canada et le Vietnam, le pouvoir doux de la Chine et les jeunes Canadiens, l'impact de l'Internet chinois sur les **jeunes Chinois**, et le projet étudiant de Casey Helgason à l'Université Thompson River explorant une **stratégie institutionnelle pour renforcer la capacité des étudiants dans le nouveau contexte économique mondial** (première place dans la catégorie « La génération des jeunes »).



Layne Lafrance, détentrice d'une bourse de recherche Cansbridge et entrepreneure



Soraya Parwani, vice-présidente des communications du Conseil jeunesse de l'Asie Pacifique de la Fondation



Projet de programme d'études en Colombie-Britannique

En avril de cette année, la Fondation et le ministère de l'Éducation de la Colombie-Britannique ont annoncé un nouveau partenariat en vertu duquel le Ministère accorde 250 000 \$ en fonds de contrepartie pour aider la Fondation à élaborer de nouvelles ressources à l'intention des enseignants et des élèves. Ces ressources comprennent des documents pédagogiques et des ateliers de perfectionnement professionnel visant à donner aux enseignants les connaissances et les outils nécessaires pour enseigner l'histoire et les études asiatiques contemporaines.

Le 6 avril, le président David L. Emerson et la vice-présidente de la recherche et des programmes Eva Busza ont fait l'annonce du partenariat, en compagnie l'honorable Teresa Wat, ministre du Commerce international de la Colombie-Britannique et ministre responsable de la Stratégie sur l'Asie Pacifique et le Multiculturalisme.

Le projet de programme d'études sur l'Asie Pacifique initiera les élèves de la 6^e à la 12^e année à l'histoire, à la culture et aux enjeux de l'Asie, les amenant à développer une réflexion internationale tout en acquérant les compétences dont ils ont besoin pour réussir dans un monde branché et en constante évolution. Élaborées en collaboration avec des enseignants de la

Colombie-Britannique, ces nouvelles ressources sont offertes gratuitement au asiapacificcurriculum.ca et de nouveaux documents sont ajoutés sur le site Web interactif tout au long du projet.

Le Conseil jeunesse de l'Asie Pacifique

La Fondation a accueilli une deuxième cohorte de jeunes leaders au sein de son Conseil jeunesse de l'Asie Pacifique (CJAP), car huit membres provenant de quatre campus de la région de Vancouver se sont joints au groupe de travail sur la défense des intérêts. Les membres du CJAP comprennent des étudiants du palier postsecondaire, de jeunes professionnels et un élève de 12^e année.

L'un des points saillants des activités du CJAP cette année a été la série de discussions sur le dialogue de l'ANASE pour souligner le 50^e anniversaire de la fondation de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est en 1967. L'événement mettait en vedette des conférenciers et des participants, dont le consul général des Philippines et le consul général du Vietnam, ainsi qu'un ancien ambassadeur du Canada au Cambodge. Une autre initiative phare du CJAP a été un programme pilote de mentorat pour les étudiants et les jeunes professionnels.



Jianna Fanner,
vice-présidente de la
programmation du Conseil
jeunesse de l'Asie Pacifique
de la Fondation



The Youth Element

En septembre 2017, les titulaires de bourses de recherche postuniversitaire Justin Kwan et Linda Qian ont lancé une nouvelle série en baladodiffusion portant sur les milléniaux de l'Asie de l'Est intitulée **The Youth Element**. Inspiré par la croissance dynamique des cultures des jeunes en Asie et les enjeux auxquels sont confrontés de nombreux jeunes d'aujourd'hui, ce projet de recherche de la Fondation Asie Pacifique du Canada a servi à créer une plateforme pour permettre aux jeunes d'exprimer leurs propres opinions sur la société et leur rôle dans le monde.

La **série de neuf épisodes** se penche sur cinq villes (Shanghai, Taipei, Hong Kong, Tokyo et Séoul), pour explorer des questions comme la culture, la politique, l'économie et la défense nationale au travers d'histoires racontées par des jeunes sur les réalités, les difficultés et les motivations qu'ils vivent au quotidien en tant que citoyens d'Asie.



Linda Qian et Justin Kwan, créateurs de *The Youth Element*, en compagnie de l'animateur Rick Cluff de la CBC, lors du lancement de leur série de balados pour le compte de la Fondation.

En vue du lancement en juin, la Fondation a organisé une entrevue pour l'équipe de la série à l'émission *The Early Edition* de la CBC animée par Rick Cluff à Vancouver, et *The Youth Element* a également été diffusée sur les ondes de la station de radio étudiante de l'Université de la Colombie-Britannique, CITR 101.9 FM. Les membres de l'auditoire, en particulier les jeunes, ont apprécié la série pour son ton léger, ses commentaires perspicaces et sa capacité à combler un fossé important en discutant d'enjeux contemporains auxquels font face les jeunes tant au Canada qu'en Asie.

Le public a pu écouter les épisodes à partir du site Web de la Fondation ou les télécharger sur iTunes et Google Play Music. Pour écouter ou réécouter **The Youth Element**, cliquez ici.

SUIVI DU COMMERCE, DES INVESTISSEMENTS ET DE L'INNOVATION

Cette année marque le premier anniversaire du projet trisannuel **Investment Monitor** de la Fondation. Ce microsite interactif comble les lacunes des statistiques officielles du Canada sur les investissements étrangers (IÉ) directs, en fournissant des données sur les flux d'investissements bilatéraux entre le Canada et l'Asie Pacifique.

Lancé le 10 avril 2017, le projet vise à éclairer les politiques, à faciliter le commerce, à catalyser la recherche et à éduquer le public, en collaboration avec l'École des politiques publiques de l'Université de Calgary (partenaire) et ces commanditaires : Banque du Canada, Exportation et développement Canada, AdvantageBC et le gouvernement de la Colombie-Britannique.

Au nombre des résultats, mentionnons le nouveau site Web, la mise sur pied d'un **Conseil consultatif sur l'Investment Monitor**, un rapport annuel qui surveille et catalogue les IÉ, plusieurs **blogues** d'appui et des articles de commentaires. Chaque année, le projet se penchera sur un aspect différent des relations entre le Canada et l'Asie Pacifique en matière d'investissements :

- ❑ 2017 : Investissements de l'Asie Pacifique au Canada;
- ❑ 2018 : Investissements du Canada en Asie Pacifique;
- ❑ 2019 : Investissements entre des villes du Canada et de l'Asie Pacifique.

Cette année, plusieurs autres rapports opportuns et pertinents ont été rédigés par notre équipe de recherche sur le commerce et les investissements, dont un rapport sur le commerce électronique en Chine, deux études sur les accords de libre-échange et deux nouvelles séries de blogues.

Pour mieux comprendre le comportement sous-jacent des consommateurs chinois du commerce électronique — et les possibilités que ces comportements peuvent présenter pour les fournisseurs canadiens en ligne — la Fondation a accordé une subvention de recherche sur les politiques à une équipe de recherche de l'Université Simon Fraser, pour produire un rapport intitulé **Succeeding in China's \$9.4 T E-commerce Market: Why Culture and Context Matters**. Accompagné d'un résumé infographique le 27 février 2018, ce rapport a bénéficié d'une vaste campagne de médias sociaux qui a attiré l'attention des gouvernements fédéral et provinciaux, ainsi que des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) canadiennes qui s'intéressent à la vente de produits sur les plateformes de commerce électronique de la Chine.

Cette année, deux études importantes et bien accueillies ont exploré les avantages des nouveaux accords de libre-échange, l'un avec la Chine et l'autre avec les économies de l'ANASE, en réponse à l'évolution du paysage des possibilités économiques. **The ASEAN Advantage: Exploring Canada's Trade Potential** a été publié en partenariat par le Conseil canadien des affaires, la Canada-ASEAN Business Association et l'Institut de recherche sur l'Asie de l'UCB le 12 mai 2017, alors que **Toward a Canada-China FTA: 8 Points to Consider for Pursuing Free Trade with China** a été publié par la Fondation le 5 juillet 2017.

Le but de **Tech Corner**, une nouvelle série de cinq blogues rédigée cette année par la vice-présidente de la recherche et des programmes, Eva Busza,

TROIS ÉVÉNEMENTS POPULAIRES SELON LE NOMBRE DE PARTICIPANTS

1. Table ronde de l'ambassadeur McCallum sur l'énergie propre

- » Table ronde avec l'ambassadeur du Canada en Chine John McCallum et Bruce Christie, négociateur en chef des accords aériens et directeur général du Bureau de la propriété intellectuelle, des services et de la politique commerciale de l'investissement d'Affaires mondiales Canada, afin de partager leurs points de vue sur un éventuel accord de libre-échange entre le Canada et la Chine du point de vue des technologies propres.
- » Salle du conseil d'administration de la Fondation, à Vancouver
- » 11 mai 2017
- » 50 participants, principalement des dirigeants locaux du domaine des technologies propres de Vancouver

fait connaître la capacité d'innovation du Canada en mettant l'accent sur les entreprises locales qui repoussent les limites de notre capacité technologique. Comptant également cinq blogues, la série **Inside India** présente les principaux développements en cours dans ce grand pays complexe, en faisant valoir les raisons pour lesquelles ils sont importants pour le Canada.

PARTENARIAT APEC-CANADA POUR L'EXPANSION DES ENTREPRISES

Les micro, petites et moyennes entreprises, ou MPME, représentent plus de 97 % de toutes les entreprises des économies de l'APEC et emploient plus de 50 % de sa main-d'œuvre. Dans la majorité des économies de l'APEC, la part du PIB des MPME varie en fait de 20 à 50 %.

Nous savons que les MPME canadiennes exportatrices visent principalement aux États-Unis, car 89 % des exportateurs vendent dans ce pays et 74 % de la valeur des exportations découlent des ventes dans ce pays. À l'heure actuelle, seulement 10 à 12 % des MPME canadiennes exportatrices vendent en Amérique latine, en Chine ou d'autres marchés asiatiques, malgré le fait que les marchés émergents, en particulier dans la région Asie Pacifique, vont représenter une importante source de croissance diversifiée pour celles-ci dans l'économie mondiale changeante.

C'est là qu'entre en scène le **Partenariat APEC-Canada pour l'expansion des entreprises (PACEE)**, annoncé en novembre 2015 par le gouvernement fédéral. Maintenant dans sa deuxième année de projet, le PACEE est financé par Affaires mondiales Canada (AMC) et comprend deux volets complémentaires : un fonds secondaire de 2 millions de dollars canadiens à l'intention des MPME administré par le Secrétariat de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) et une initiative complémentaire d'une valeur de 2,49 millions de dollars canadiens mise en œuvre par la Fondation. Le PACEE alloue aussi 250 000 dollars à la surveillance et à l'évaluation.



L'objectif de ce projet de quatre ans est de renforcer le potentiel des MPME et des entrepreneurs en herbe dans les économies en développement de l'APEC, afin de favoriser la croissance durable et la réduction de la pauvreté et d'innover, de croître et d'obtenir un meilleur accès aux marchés mondiaux et régionaux. Entre-temps, en vertu de la philosophie « une marée montante fait flotter tous les bateaux », le projet permet au Canada de partager ses politiques, ses recherches et ses pratiques exemplaires sur les MPME avec les MPME de la région de l'APEC. Le projet appuie les MPME, au moyen d'ateliers, de séances de formation, de conférences et d'études.

Cette année, les activités de la Fondation dans le cadre de ce projet ont porté sur la thématique de la technologie et de l'innovation, ainsi que sur une étude de cas sur l'économie du Vietnam. Voici quelques points saillants des principales activités du projet :

ABACx : Symposium sur la technologie et l'innovation du Partenariat APEC-Canada pour l'expansion des entreprises
Toronto, Canada, le 25 juillet 2017

Le symposium s'est tenu conjointement à la troisième réunion de l'ABAC, du 24 au 28 juillet. Plus de 200 personnes y ont assisté. Les participants comprenaient des membres et du personnel du Conseil consultatif des gens d'affaires de l'APEC (ABAC), des entreprises en démarrage, des investisseurs, des décideurs des MPME et d'autres chefs d'entreprise des 21 économies de l'APEC.

Le Symposium s'est concentré sur la façon dont les entreprises en démarrage stimulent l'innovation et la croissance dans la région Asie Pacifique, et sur leur rôle important dans la formation d'un nouveau contexte. Voici une description du programme :

Pamela Goldsmith-Jones, secrétaire parlementaire, prenant la parole lors du symposium du Conseil consultatif des gens d'affaires de l'APEC (ABAC).



Sue Paish, chef de la direction du consortium Canada's Digital Technology Supercluster, discute du rôle de l'innovation dans l'engagement du Canada en Asie.



- ❑ Discours liminaire de la **secrétaire parlementaire du ministre de la Diversification du commerce international, Pamela Goldsmith-Jones**;
- ❑ Présentations de la Fondation et de **Elizabeth Newton, Ph. D.**, sur les possibilités et les défis qui se présentent aux MPME;
- ❑ Trois tables rondes de spécialistes de l'économie du Canada et de l'APEC sur :
 - (1) les entreprises technologiques qui tirent parti de la croissance spectaculaire des MPME;
 - (2) la façon dont les investisseurs en démarrage choisissent les idées dans lesquelles investir; et
 - (3) les défis et les possibilités qui se présentent aux centres d'innovation canadiens;
- ❑ Visite des locaux de **OneEleven**, le plus grand centre de mise à niveau de l'Amérique du Nord établi à Toronto et excellent endroit pour montrer et illustrer comment le Canada mène son programme d'innovation;
- ❑ Séance de travail animée par **MaRS Solutions Lab**, pendant laquelle les participants ont discuté des mesures à prendre pour stimuler la croissance économique dans la région de l'APEC.

APECx : Symposium sur la technologie et l'innovation du Partenariat APEC-Canada pour l'expansion des entreprises
Toronto, Canada, le 25 juillet 2017

Ce symposium a aussi eu lieu parallèlement à la troisième réunion de l'ABAC à Toronto. Il a réuni des investisseurs, des dirigeants d'incubateurs et d'accélérateurs, des entrepreneurs en démarrage et des décideurs. Il a mis l'accent sur les principales pratiques et innovations canadiennes en matière de politiques et de gestion qui accroissent le renforcement des capacités des MPME, notamment :

- ❑ L'environnement commercial favorable du Canada, les faibles taux d'imposition et les programmes d'innovation du gouvernement, en particulier le **programme d'encouragements fiscaux du Programme de recherche scientifique et de développement environnemental** et les partenariats public-privé qui permettent au secteur privé de trouver des solutions aux problèmes relevés par le gouvernement.
- ❑ **Ryerson Futures** comme exemple canadien des efforts d'inclusion des jeunes. Ce programme fait venir des étudiants d'instituts de technologie situés en Inde au Canada. La mise en place de ressources en ligne consolidant l'information pour les entrepreneurs et le soutien plus général du gouvernement à travers le cycle de l'entrepreneuriat.

Symposium sur les entreprises en démarrage et les MPME innovantes et dynamiques dans la région de l'APEC Hô Chi Minh-Ville, Vietnam, 11 septembre 2017

Ce symposium s'est tenu en marge des réunions ministérielles des PME de l'APEC et du GTPME, réunissant les décideurs responsables du développement des MPME dans les 21 économies membres de l'APEC. L'atelier a donné aux **ministres de l'APEC** et aux décideurs régionaux l'occasion d'entendre les chercheurs, les dirigeants d'entreprises, les organismes de réglementation, les investisseurs et les innovateurs du domaine des entreprises en démarrage et des MPME de toute la région. Plusieurs thèmes importants ont émergé au cours de l'atelier, notamment :

- ☐ l'importance de la technologie et de l'innovation pour soutenir la croissance des MPME au Canada, au Vietnam et dans l'ensemble de la région de l'APEC;
- ☐ combler l'écart entre les entreprises en démarrage et les MPME, pour résoudre les problèmes locaux;
- ☐ examiner les composantes clés des réseaux de soutien à l'entrepreneuriat (investisseurs, entreprises et gouvernement);
- ☐ investir dans des initiatives d'éducation et de mentorat pour les jeunes et les femmes entrepreneures.

L'atelier a été animé par le partenaire du réseau de la Fondation, la Chambre de commerce et d'industrie du Vietnam, dans le cadre du **Forum des entreprises en démarrage de l'APEC**, ce qui a permis d'élargir le public et la portée des recommandations et des résultats de notre projet. Stewart Beck, chef de la direction de la Fondation, a prononcé un discours d'ouverture au début du forum, décrivant le travail du PACEE aux nouveaux amis et intervenants.

Séance de formation sur la technologie et l'innovation au Vietnam et **lancement de la trousse d'outils** Da Nang, Vietnam, 11 novembre 2017



Stewart Beck, président et chef de la direction de la Fondation, en train de répondre à un journaliste au Vietnam.

Cette session de formation a réuni 130 entrepreneurs de MPME locales en personne à Da Nang, dont 80 du Saigon Innovation Hub à Hô Chi Minh-Ville et 64 de Vietnam Silicon Valley à Hanoï se sont joints à distance, grâce à Facebook Livestream. Les participants venaient de divers secteurs, dont l'agriculture, la fabrication, l'éducation et la technologie.

L'événement comprenait trois conférenciers canadiens (Roslyn Kunin, Sarah Saska, Khan Nguyen) qui ont parlé de la technologie et de l'innovation dans les petites entreprises, ainsi que de leurs expériences professionnelles et de leur parcours entrepreneurial, une discussion en groupe avec Stewart Beck, chef de la direction de la Fondation, et le lancement d'une trousse d'outils avec contenu et traduction réalisés par le Da Nang Institute for Socio-Economic Development.

La boîte à outils constitue une présentation générale à l'intention des entrepreneurs vietnamiens, dont l'importance de la technologie et de l'innovation pour le développement des MPME, en sept modules entièrement accessibles sur le Web et en formats mobiles, mais aussi pour le téléchargement ou l'impression.

ENGAGEMENT AVEC LA CHINE

Deuxième économie mondiale et deuxième partenaire commercial du Canada, la Chine a un commerce mondial évalué à plus de 93 milliards de dollars en 2017, soit plus du triple du commerce avec le troisième partenaire en importance, le Japon. Il s'agit d'une relation que le Canada ne peut ignorer, et la collaboration en matière d'énergie propre a été l'une des principales priorités du Canada dans ses relations avec la Chine.

Au début de décembre 2017, la Fondation et l'Institut de recherche économique et technologique de la China National Petroleum Corporation (IRÉT de la CNPC) ont lancé un dialogue de deuxième voie sur l'énergie à Beijing, en Chine, une initiative qui continuera de faire participer les intervenants canadiens et chinois jusqu'en mars 2019.

La Fondation agira à titre de secrétariat canadien du Dialogue en facilitant les activités de recherche connexes et en appuyant le travail des experts canadiens et de leurs homologues chinois.

Lors de la première réunion à Beijing le 4 décembre 2017, des experts canadiens et chinois se sont réunis pour discuter des possibilités et des défis liés aux relations énergétiques entre le Canada et la Chine, et pour élaborer une série de recommandations visant à appuyer le commerce et l'investissement bilatéraux accrus dans le secteur de l'énergie. Le Dialogue couvre un éventail complet de sous-secteurs de l'énergie, notamment les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, l'inclusion des autochtones, la sûreté nucléaire, le gaz naturel et le pétrole.

Le dialogue de deuxième voie donne suite à un engagement du premier ministre Justin Trudeau et du premier ministre de la Chine Li Keqiang conclu en septembre 2016, pour développer et renforcer la coopération bilatérale dans le domaine de l'énergie. L'IRÉT de la CNPC agit à titre de secrétariat pour la Chine et le président et chef de direction de la Fondation, Stewart Beck, est le coprésident canadien.

Les partenaires de ce nouveau réseau comprennent, pour ce qui est de la Chine, l'IRÉT de la CNPC et, pour ce qui est du Canada, l'Association nucléaire canadienne, le Indigenous Center of Energy, la BC LNG Alliance, l'Alliance de l'efficacité énergétique du Canada, l'Association canadienne des producteurs pétroliers et Marine Renewables Canada.

Le Dialogue comprendra une autre réunion conjointe l'an prochain au Canada. Un rapport final formulant des recommandations sur l'expansion du commerce et des investissements entre le Canada et la Chine dans le domaine de l'énergie sera présenté aux deux gouvernements.

Avant le Dialogue, la Fondation a appuyé le ministère canadien de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique (ISDÉ) en consultation avec les sous-ministres adjoints fédéraux-provinciaux-territoriaux (FPT), pour discuter des relations et des possibilités en matière de technologies propres entre le Canada et la Chine, ainsi qu'une collaboration et une harmonisation FPT, pur aider les entreprises canadiennes de technologies propres à apporter leurs solutions en Chine.

PARTENARIAT APEC-CANADA POUR L'EXPANSION DES ENTREPRISES - PUBLICATIONS D'APPUI EN 2017 :

- ☐ Lancement d'un rapport d'un sondage (**Sondage de 2017 auprès des entrepreneurs et des MPME du Vietnam**)
- ☐ **Trois études** ont été réalisées durant la première portion de la deuxième année du projet et lancées sur le microsite :
 - » Micro, Small & Medium Enterprises in Agri-Food: A Study of Peru, the Philippines, **Gisèle Yasmeen, Roslyn Kunin et Vietnam Silicon Valley**
 - » Innovation Policy to Promote MSME Growth: Lessons Learned from Vietnam, **Lan Phan et Hieu Tu**
 - » Fueling High-Tech Start-ups, **Elizabeth Newton, Jonathan Berkowitz, Alexandra Mann et Charlie Shi**
- ☐ Éditorial de **Stewart Beck** dans le **Globe and Mail** : « Vietnam is a Ready and Willing Partner for Canada »
- ☐ Éditorial de **Stewart Beck** dans le **Globe and Mail** : « Why Canada's Pivot to Asia Must Continue »
- ☐ Éditorial de **Vilupti Lok Barrineau et Gisèle Yasmeen** dans **The Hill Times** : « Expanding Role of Micro, Small, and Medium Enterprises Provide Opportunities for Sustainable Development »

Quelque 40 personnes provenant des gouvernements fédéral et provinciaux, du secteur privé et d'autres organisations ont participé à la consultation le 12 octobre 2017. Un rapport sur la consultation et les recommandations visant les prochaines étapes a été présenté à l'ISDÉ.

SOUTIEN AUX JOURNALISTES CANADIENS

Tous les ans, le Programme de bourses de reportage de la Fondation, qui est commandité en partie par Cathay Pacific Airways, donne à des journalistes pleins d'avenir et chevronnés la possibilité de séjourner en Asie pour faire de la recherche et préparer des reportages à l'intention de publics canadiens. Le programme a pour but d'aider les journalistes canadiens à être mieux renseignés sur cette région du monde fort dynamique, pour faciliter la rédaction et la diffusion de reportages éclairés sur l'Asie et la relation canado-asiatique.

D'une valeur pouvant atteindre jusqu'à 10 000 \$, les bourses permettent de couvrir les frais de déplacement et de subsistance sur le continent pacifique, avec l'aide de Cathay Pacific Airways. La liste des boursiers de cette année figure à la page 53 du présent rapport et comprend des journalistes de Radio Canada et des magazines *Maclean's* et *Business in Vancouver*.

PANORAMA DE TORONTO

Les activités très médiatisées de notre bureau de Toronto cette année comprenaient la gestion continue du **Projet Kakehashi Japon-Canada**, la nouvelle série de tables rondes **Women2Women in the Asia Pacific**, le retour de la série de conférences des dirigeants asiatiques et le développement de notre projet **Facteur Asie in Ontario**.

Le Facteur Asie en Ontario est un projet de deux ans visant à soutenir les priorités de la province de l'Ontario en matière de croissance économique et de création d'emplois par rapport aux marchés et secteurs prioritaires dans la région Asie Pacifique. Le bureau de Toronto de la Fondation a facilité les activités connexes à Toronto et à Kitchener, en Ontario, y compris un événement le 24 janvier 2018 avec le **ministère du Développement économique, de la Création d'emplois et du Commerce de l'Ontario** et des intervenants de divers secteurs, en mettant l'accent sur les possibilités de commerce électronique pour les entreprises ontariennes dans la région Asie-Pacifique. Voici les résultats obtenus par le ministère :

- ☐ aperçu des meilleures pratiques en matière de promotion des exportations d'autres pays ayant obtenu de bons résultats à l'exportation en Asie;



Les participantes à la série de tables rondes **Women2Women in the Asia Pacific** à Vancouver ont discuté de moyens pour mieux rapprocher les femmes entrepreneures canadiennes des débouchés que présentent les marchés asiatiques. En compagnie de Stewart Beck, président et chef de la direction de la Fondation.

- ☐ possibilités de commerce électronique en Asie pour les entreprises de l'Ontario;
- ☐ sondage détaillé auprès des entreprises ontariennes qui font affaire en Asie.

Pour rapprocher les femmes d'affaires canadiennes intéressées aux marchés de l'Asie-Pacifique et déterminer les possibilités que le leadership des femmes d'affaires représente pour l'engagement économique du Canada en Asie, l'équipe de la Fondation à Toronto a associé la série de tables rondes permanentes **Women2Women in the Asia Pacific** à des événements à Vancouver, Regina et Toronto cette année, et continuera de le faire dans les années à venir.

Au nombre des partenaires de ce projet, mentionnons : **Affaires mondiales Canada**, le **ministère du Développement économique, de la Création d'emplois et du Commerce de l'Ontario**, le **Japan Women's Innovative Network (J-WIN)**, le **Conseil d'affaires Canada-Chine**, et l'**Université de Regina**. Les résultats obtenus comprenaient :

- ☐ une présentation des conclusions et des recommandations du projet à l'ABLAC 2018 à Toronto;
- ☐ le repérage et le rapprochement des réseaux de femmes d'affaires canadiennes ayant des intérêts en Asie.

La série de conférences des dirigeants asiatiques de la Fondation offre aux dirigeants canadiens du monde des affaires, du gouvernement, de l'enseignement supérieur et des organismes sans but lucratif l'occasion de rencontrer un chef d'entreprise asiatique très en vue et d'en apprendre davantage sur l'importance de l'Asie pour l'économie mondiale, y compris le Canada. Cette année, **Diane Wang**, fondatrice et PDG du portail de commerce électronique chinois **DHGate.com**, a fait une présentation à Toronto le 24 juillet 2017.

Voici les principaux éléments à retenir de la présentation de Diane Wang :

- ☐ La classe moyenne chinoise en pleine expansion représente une immense opportunité pour les producteurs canadiens, en particulier avec la marque Canada qui véhicule la qualité et la sécurité en Chine.
- ☐ Le marché chinois du commerce électronique est le plus important au monde et augmenté de 50 % par an depuis 2011.
- ☐ Les plateformes de commerce électronique chinoises allègent les échanges commerciaux avec la Chine de beaucoup.
- ☐ Internet et le commerce électronique ont démocratisé le commerce international et offrent une flexibilité qui peut aider les femmes à créer des entreprises et à devenir des entrepreneures prospères.



Membres de l'ABLAC en train de participer à une discussion ouverte animée par Dominic Barton, vice-président de l'ABLAC (extrême gauche).



Sebastian Murdoch-Gibson, détenteur d'une bourse de recherche postsecondaire, présente ses travaux à un groupe d'attachés de recherche distingués de la Fondation.

Quoi/où : Projet Kakehashi Japon-Canada 2017-2018

Cette année, 118 étudiants et jeunes professionnels canadiens ont participé à des échanges au Japon pour en apprendre davantage sur la politique, l'économie, la société et la culture japonaises dans le cadre du projet Kakehashi Japon-Canada, géré par la Fondation au nom du gouvernement du Japon. Les programmes des étudiants canadiens comprenaient des activités organisées à Tokyo, Hiroshima, Osaka, Kyoto, Chiba, Miyagi et Ehime. Vingt-cinq étudiants japonais ont entrepris des activités similaires dans le cadre d'échanges avec Toronto et Ottawa.

Il s'agit d'un programme jeunesse bilatéral financé par le ministère des Affaires étrangères du Japon. La Fondation l'administre et est responsable de sa prestation au Canada.

Le Centre de coopération internationale du Japon à Tokyo est chargé par la Fondation d'exécuter le programme au Japon.

Les programmes sont élaborés en collaboration avec des représentants des gouvernements, du secteur privé, des industries culturelles et des établissements d'enseignement des deux pays.

DANS LES PRAIRIES

Sous la direction du vice-président Victor Thomas, le bureau de la Fondation dans les Prairies a ouvert ses portes cette année, afin d'augmenter la présence et l'engagement de la Fondation dans les provinces de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba, où une reprise du commerce et des investissements bilatéraux avec la région de l'Asie Pacifique a été jugée essentielle à la future prospérité économique de la région.

Les activités de cette année ont eu lieu à Regina et comprenaient une présentation aux sous-ministres de la Saskatchewan le 2 novembre 2017; l'organisation d'une table ronde **Women2Women in the Asia Pacific** le 15 décembre 2017; et une journée complète de formation aux compétences sur l'Asie pour l'équipe internationale du gouvernement de la Saskatchewan le 23 janvier 2018.

La présentation donnée aux sous-ministres a montré pourquoi l'Asie est importante pour les Prairies et plus particulièrement pour la Saskatchewan, et ce que d'autres provinces font par rapport à l'Asie. Elle a aussi établi un lien entre la Fondation et le gouvernement de la Saskatchewan.

Présentée en partenariat avec l'Université de Regina, la table ronde **Women2Women in the Asia Pacific** a aidé à rapprocher les femmes d'affaires de la Saskatchewan intéressées par les marchés de l'Asie Pacifique et à déterminer les possibilités que le leadership des femmes d'affaires représente pour l'engagement économique du Canada en Asie.

La journée de formation aux compétences sur l'Asie a fourni une compétence de base pour l'Asie, avec la participation du président et chef de la direction de la Fondation Stewart Beck, de l'administrateur Murad Al-Katib, du vice-président Victor Thomas et de 49 fonctionnaires de la Saskatchewan impliqués en Asie. Elle a aussi établi un format pour une séance qui peut être utilisée dans d'autres régions du pays.

BIEN EXPLOITER NOS RÉSEAUX

La Fondation agit à titre de secrétariat pour les membres du Conseil consultatif des entreprises de l'APEC (ABLAC), en fournissant des recherches, des analyses et du soutien administratif. Cette année, la Fondation a non seulement mis à profit ce réseau de l'APEC comme plateforme pour présenter son travail sur le **Partenariat APEC-Canada pour l'expansion des entreprises** (louangé dans plusieurs lettres et rapports aux dirigeants et ministres de l'APEC), mais elle a également assisté aux réunions trimestrielles de l'ABAC avec le nouveau membre de l'ABAC Canada, Ralph Lutes, vice-président des affaires asiatiques chez Teck Resources.

Également durant l'année, le conseil d'administration de la Fondation a approuvé une initiative d'actualisation de son programme d'attachés de recherche distingués, de mieux engager et utiliser ce réseau pour informer notre recherche et enrichir nos programmes existants.

Cette année, nous comptons 23 attachés de recherche distingué, dont 10 sont de retour et 13 sont de nouveaux à la Fondation. Nous avons également tenu deux réunions de tous les attachés et un dialogue des associés de recherche distingués.

TROIS ÉVÉNEMENTS POPULAIRES SELON LE NOMBRE DE PARTICIPANTS

2. Conseil consultatif des gens d'affaires de l'APEC (ABAC)

- » Les réunions de l'ABAC regroupent des dirigeants d'entreprises de haut niveau de toute la région de l'APEC quatre fois l'an. Chaque année, la quatrième et dernière réunion annuelle est intégrée à la Semaine des dirigeants de l'APEC, où les membres tiennent leurs réunions habituelles et une séance de consultation avec les dirigeants de l'APEC. Ces réunions sont entrecoupées d'activités de réseautage entre les membres du milieu des affaires et les représentants gouvernementaux, d'un forum financier d'une journée complète et d'un symposium sur les MPME ouvert au public, de dialogues de groupe d'experts et de visites techniques sur place.
- » Ritz Carlton Toronto
- » 24-28 juin 2017
- » Plus de 100 personnes ont assisté à cet événement, dont des entrepreneurs en démarrage de Toronto et des membres de l'ABAC en provenance de l'Asie.

Mais notre événement de réseautage le plus important de cet exercice a été la troisième réunion annuelle du Asia Business Leaders Advisory Council (ABLAC 2018) de la FAP Canada, qui s'est tenue le 2 mars 2018 à Toronto.

Mais notre événement de réseautage le plus important de cet exercice a été la troisième réunion annuelle du Conseil consultatif des dirigeants d'entreprise sur l'Asie (Asia Business Leaders Advisory Council) ou ABLAC 2018, qui a eu lieu le 2 mars 2018 à Toronto. Jusqu'à présent, on a principalement accordé de l'importance à une image de marque canadienne forte et distinctive en Asie et sur les déterminants d'un virage canadien réussi vers la région.

Cette année, l'ABLAC s'est réuni en « pleine tourmente » pour un Conseil qui se penche sur les conseils stratégiques et pragmatiques à l'intention des gouvernements et des entreprises des deux côtés du Pacifique. Alors que le système commercial mondial est soumis à une recrudescence de la rhétorique isolationniste et contre le commerce, une « marque Canada », qui incarne une position nationale forte sur l'égalité des sexes, l'inclusivité et l'immigration est à la hausse à l'échelle mondiale. Combiné à la nouvelle « Stratégie pour l'Asie » du gouvernement fédéral, l'ABLAC est bien placé pour apporter des contributions substantielles aux politiques et aux relations commerciales entre le Canada et l'Asie.

L'ABLAC 2018 a réuni des observateurs des secteurs privé et public du Canada et de l'Asie, ainsi que le ministre canadien de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique, l'honorable Navdeep Bains, et le ministre canadien des Finances, l'honorable Bill Morneau. Les membres ont convenu d'une stratégie officielle pour aller de l'avant. Au cours des discussions, trois initiatives stratégiques clés ont été arrêtées comme secteurs d'intérêt. Ces mesures visent à encourager fortement le Canada :

- ❑ à être l'un des six premiers pays à ratifier le PTPGP;
- ❑ à prolonger le Programme de permis de travail postdiplôme (PPTPD) du Canada, afin d'accroître le bassin national de personnes compétentes au Canada et d'établir des relations interrégionales;
- ❑ à s'assurer que chacune des supergrappes d'innovation du Canada comprenne une stratégie sur l'Asie.

On a également convenu d'envoyer des lettres définissant ces initiatives stratégiques au premier ministre du Canada et aux ministres fédéraux concernés pour examen. Les dirigeants de l'ABLAC rencontreront de hauts représentants du gouvernement canadien à l'automne prochain, pour assurer le suivi de ces initiatives de haut niveau.



La vice-présidente de la recherche et des programmes, Eva Busza (à droite), en train de participer à la troisième réunion de l'ABAC à Toronto en juillet 2017.

TROIS ÉVÉNEMENTS POPULAIRES SELON LE NOMBRE DE PARTICIPANTS

3. Conseil consultatif des dirigeants d'entreprise sur l'Asie (ABLAC 2018)

- » Le Conseil consultatif des chefs d'entreprise sur l'Asie (ABLAC ou Asia Business Leaders Advisory Council) est composé d'un groupe de dirigeants d'entreprises asiatiques et canadiens chevronnés qui se réunit chaque année pour cerner et définir les possibilités d'améliorer l'engagement des entreprises canadiennes et asiatiques. Lancé en 2016, l'ABLAC a déjà établi un forum crucial pour catalyser le dialogue et l'action.
- » Omni King Edward, Toronto
- » 1^{er} et 2 mars 2018
- » Membres de l'ABLAC du Canada et de l'Asie avec des chefs d'entreprise locaux à Toronto. Plus de 120 personnes ont assisté à cet événement. Les ministres Bill Morneau et Navdeep Bain y ont assisté à titre de conférenciers.



ABLAC 2018 - LIENS IMPORTANTS

- ❑ Regardez la vidéo des points saillants de la presse canadienne!
- ❑ Lisez l'éditorial de Dominic Barton avant l'événement.
- ❑ Lisez notre blogue d'un millénial avant l'événement!
- ❑ Lisez le blogue de notre millénial après l'événement!

Pour lire les articles, cliquez sur leur lien.



NOTRE IMPACT

LA FONDATION ASIE PACIFIQUE DU CANADA a pour but d'enrichir la conversation canadienne sur la valeur d'un engagement plus intense avec l'Asie. Nos blogues populaires sont rédigés par notre personnel de recherche, nos associés de recherche distingués et à l'occasion, des invités. Ils fournissent des renseignements opportuns sur les affaires courantes, l'évolution de la recherche ainsi que les événements antérieurs et à venir liés à notre travail sur les relations canado-asiatiques.

Opportuns, intéressants et complémentaires, les blogues de la Fondation nous permettent de communiquer efficacement la valeur de l'Asie pour la prospérité future du Canada auprès de nos publics cibles, en particulier les jeunes qui façonneront l'avenir de la relation vitale du Canada avec la région Asie-Pacifique.

LES 10 PRINCIPAUX BILLETS DE BLOGUE

Pour lire les articles, cliquez sur leur image.



China's New Policies on Foreign Investment

Auteure : Iris Jin
Publié le : 28 mars 2017



Building on a Friendship: Canada-Japan Relations in 2017

Auteur : Fondation de l'Asie Pacifique du Canada
Publié le : 22 décembre 2016



The Youth Element: A Podcast Series on East Asia's Millennials

Auteurs : Justin Kwan, Linda Qian

10 Things to Watch in 2018

Auteur : Fondation de l'Asie Pacifique du Canada
Publié le : 12 décembre 2017



Localizing Mobile Apps: A Case Study of LINE Messenger

Auteurs : Valentine Ostaszewski, Justin Kwan
Publié le : 20 janvier 2017

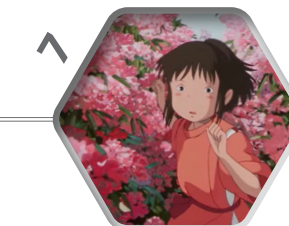


Canada's Hidden Gem: Asia Pacific International Students

Auteure : Valentine Ostaszewski
Publié le : 12 août 2016

New Players in the Asian Animation Industry: Growth in China and South Korea

Auteur : Justin Kwan
Publié le : 1 décembre 2016



Japanese Youth's Political Engagement: Now or Never

Auteure : Valentine Ostaszewski
Publié le : 21 octobre 2015



What's Driving Canadian Attitudes Toward a Free Trade Agreement with China?

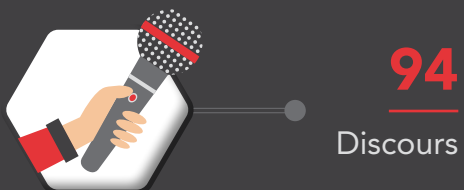
Auteurs : Yushu Zhu, Eva Busza
Publié le : 22 septembre 2017

Bridging the Cultural & Economic Gap in Canada-China Relations: A Dialogue with Chinese Business Diaspora in Canada

Auteure : Linda Qian
Publié le : 26 octobre 2016



CHIFFRES CLÉS



LES 5 PRINCIPAUX RAPPORTS AGENDA CANADA-ASIE

Les rapports Agenda Canada-Asie font partie d'une revue en ligne sur les politiques publiques qui publie des analyses fondées sur la recherche sur des sujets d'actualité importants en Asie pouvant éclairer et animer la discussion sur les relations canado-asiatiques.

Ces rapports sont rédigés par des universitaires, des journalistes, des analystes politiques et d'autres spécialistes de l'Asie Pacifique versés en politique, diplomatie, sécurité, économie, commerce, changement social, innovation, géographie, éducation, culture ou médias. Ils reposent sur des analyses fondées sur des données probantes et la formulation de recommandations.



15 Years After Independence, Whatever Happened to East Timor?

Auteur : David Webster
Publié le : 18 juillet 2017



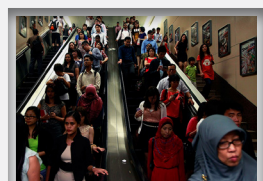
The China-Australia Free Trade Agreement: Lessons for Canada

Auteur : Shiro Armstrong
Publié le : 25 avril 2017



Asia's Clean Tech Transition: Balancing Green Development and New Market Growth

Auteur : Sung-Young Kim
Publié le : 4 mai 2017



From Ethnic Tensions to a Citizen/Foreigner Divide in Singapore

Auteur : Jean Michel Montsion
Publié le : 29 janvier 2015



Social Media in China: What Canadians Need to Know

Auteurs : Lotus Yang Ruan, Timothy Cheek
Publié le : 22 avril 2016

Pour lire les articles, cliquez sur leur image.

PRÉSENCE EN LIGNE ET SUR LES MÉDIAS SOCIAUX

Le travail que la Fondation Asie Pacifique du Canada effectue est pertinent, d'actualité et a une valeur réelle et applicable pour les entreprises, les universités, les médias et les décideurs à tous les niveaux du gouvernement canadien. Qu'il s'agisse d'un *blogue* sur les femmes leaders dans le secteur chinois du commerce électronique ou d'un *rapport* sur les avantages d'un accord de libre-échange avec les économies de l'ANASE, nous adoptons la même approche pour créer une conversation interactive transmettant notre image de marque dans divers canaux et plateformes.

Notre site Web et nos canaux de médias sociaux, qui travaillent de concert, sont essentiels à cette conversation, car nous relient, transmettons et accroissons notre contenu exclusif sur les plateformes numériques. Cette conversation interactive transmettant notre image de marque fonctionne, comme le confirme l'analyse de cette année.



Hausse de 33 % des « J'aime » sur Facebook
(passant de 2 019 en 2016 à 2 681)

Hausse de 65 % de nos abonnés sur LinkedIn
(passant de 1 087 en 2016 à 1 795)

Hausse de 18 % de nos abonnés sur Twitter
(passant de 3 939 en 2016 à 4 640)

Hausse de 142 % de nos abonnés sur Instagram
(passant de 95 en 2016 à 230)

L'année dernière, **Facebook** a représenté la source de référence sociale la plus importante, avec **50,59 %**, suivi de **Twitter**, à **31,34 %** et de **LinkedIn**, à **15,86 %**.

SITE WEB



Visites

256 893 par rapport à 218 698
(augmentation de 17,46 % comparativement à 2016)



Pages vues

1 063 734 par rapport à 889 748
(augmentation de 19,55 % comparativement à 2016)



Taux de rebond

5,16% par rapport à 11,81%
(amélioration de 56,35 % comparativement à 2016)



Sections les plus populaires :

À propos de nous, Statistiques, Publications, Bourses, Évènements



Publications les plus populaires :

Actualités C-A, blogues, Agenda C-A, rapports de recherche, sondages



Augmentation annuelle du trafic :
6 % de plus



10 principaux pays sources :


Canada, É.-U., Inde, Chine, R.-U., Hong Kong, Australie, Singapour, Japon, Philippines

MOBILE

Les visites à partir d'un appareil mobile sont passées de **35 115** en 2016 à **45 048** cette année. Il s'agit d'une augmentation de **28,29 %** par rapport à 2016. Les utilisateurs d'appareils mobiles représentent maintenant **24,58 %** du trafic sur le site, une hausse de **22,51 %** comparativement à 2016.

RAPPORTS PRODUITS CETTE ANNÉE

Pour lire les articles,
cliquez sur leur image.



12 mai 2017

The ASEAN Advantage: Exploring Canada's Trade Potential

Par la Fondation Asie Pacifique du Canada, 70 pages



26 mai 2017

Building Stronger Canada-India Higher Education Partnerships: Summary of Roundtable Discussions

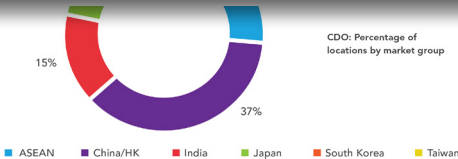
Par la Fondation Asie Pacifique du Canada, 16 pages

Summary of Roundtable Discussions | March 1st, Toronto & March 8th, Vancouver 2017

26 mai 2017

Canadian High-Tech Micro-Multinationals Go to Asia

Par Deanna Horton et Daniel Valls



CDO: Percentage of locations by market group

5 juillet 2017

Toward a Canada-China FTA: 8 Points to Consider for Pursuing Free Trade with China

Par la Fondation Asie Pacifique du Canada, 37 pages



26 octobre 2017

Pride Abroad: Canada's Support of LGBTQ Activism

Par Joelle Charbonneau, 60 pages



16 janvier 2018

Developing a Collaborative Approach to Exporting to China

Par la Fondation Asie Pacifique du Canada, 10 pages

Federal-Provincial-Territorial Assistant Deputy Ministers Meeting Summary Report | October 12th, Vancouver 2017

27 février 2018

Succeeding in China's \$9.4 T E-commerce Market: Why Culture and Context Matters

Par Theresa Eriksson, Leyland F. Pitt et Kirk Plangger, 68 pages

SUCCEEDING IN CHINA'S \$9.4 T E-COMMERCE MARKET

WHY CULTURE AND CONTEXT MATTERS

DANS L'ACTUALITÉ

BORNEO BULLETIN

7 avril 2017

Princess Masna Visits Asia Pacific Foundation of Canada

« Her Royal Highness Princess Hajah Masna, the Ambassador-at-Large at the Ministry of Foreign Affairs and Trade, during her visit to Vancouver, Canada . . . was welcomed by Stewart Beck, President and Chief Executive Officer of the Asia Pacific Foundation of Canada and was presented with a briefing on the role of the institution. »

**AVRIL 2017****VANCOUVER SUN**

9 avril 2017

B.C. Asia-Pacific Curriculum Aims to Bring International Perspective to High Schools

« There is very little that's more important to the future well-being of British Columbians over the next 10 to 20 years than our people's ability to deal with Asia, » said Asia Pacific Foundation chairman David Emerson.

« You can see from recent and historic events that our relationship with the United States will always be very important, but it's volatile. And when you think long-term, inter-generational benefits and the need for B.C. to economically diversify, there's no market that's going to be more important than the Asian market. »

MAI 2017**THE GLOBE AND MAIL**

3 mai 2017

The Trump Effect is Changing Canadian Views on China

« Thank you President Donald Trump. Your hard talk and the consequent uncertainty in our trading relationships is motivating Canadians to reconsider how we view Asia, particularly China. »

NIKKEI ASIAN REVIEW

13 mai 2017, par Yves Tiberghien

Belt and Road Initiative Aims to Boost Globalization by Yves Tiberghien

« In many respects, China's initiative is currently the world's most ambitious economic integration plan. Often misunderstood in the West, the BRI is in some ways similar to the grand vision of the Single European Act of 1986, but on an even greater scale. . . Its success will depend on the development of new institutions, norms, and practices that can be compatible with current global institutions. »

JUN 2017**VANCOUVER SUN**

2 juin 2017

Conversations That Matter: Did We Miss Out on Asia?

« This week's Conversation That Matters features Stewart Beck of the Asia Pacific Foundation on the opportunities that Donald Trump's isolationist and anti-trade rhetoric aimed at Asia present to Canada. »

JUILLET 2017**TRAVEL WEEK NEWS**

6 juillet 2017

Film Star Jackie Chan Kick-starts Hong Kong Airlines' Vancouver Route

« Chan is also known for this charity work, having founded several charitable organizations in Hong Kong. Meanwhile Hong Kong Airlines is known for its student program providing free airline tickets to groups of deserving students. At the Vancouver event, the airline and Chan linked up with the Asia Pacific Foundation of Canada and presented 20 free airline tickets to the foundation's students, enabling them to travel to Hong Kong to study. »

VIETNAM ECONOMIC NEWS

24 juillet 2017

APEC Business Advisory Council to Meet in Canada

« A highlight of the meeting is the APEC-Canada Growing Business Partnership Symposium on Technology and Innovation. In 2015, the Canadian Government announced to spend 4.74 million CAD (around 3.8 million USD) on the APEC-Canada Growing Business Partnership Project to help member economies alleviate poverty and integrate in the global market. »

**AOÛT 2017****CNBC**

17 août 2017

Trump's NAFTA Talks Have Major Implications for Countries on the Other Side of the World

« Stewart Beck, CEO of the Asia Pacific Foundation of Canada, said that Canada would likely pivot some business interests toward Asia as the U.S. relationship becomes less amicable. »

SOUTH CHINA MORNING POST

19 août 2017

Canada Pivots to China for a Possible Free-trade Deal as Rows with Trump Grow

« (T)he tougher trade rhetoric coming from the US may make it easier for Canada to pivot toward Asia », Beck said. « Canadians are now beginning to realize that we do have to diversify our trade relationships and China is the second-largest economy and that's a very important economy for Canada. »



SEPTEMBRE 2017

VIETNAM NEWS

11 septembre 2017

Expanding Role of MSMEs in Global Sustainable Development

« With our established expertise in technological innovation, entrepreneurship, and green development, Canada has an opportunity to strengthen MSME competitiveness and participation in cross-border production and trade in the digital economy. »

VANCOUVER SUN

23 octobre 2017

More Than Two-thirds of Canadians Support a Free Trade Deal with China

« Previous polls released by the Asia Pacific Foundation of Canada found support for a free trade deal was 45 per cent in 2013, 36 per cent in 2014 and 55 per cent in May of this year. »

BUSINESS IN VANCOUVER

28 novembre 2017

Poll: Canadian Millennials More Pragmatic, Less Value-driven When Considering Engagement with Asia

« Canadian millennials . . . appear to be more pragmatic than older Canadians about engaging Asian countries based on economic opportunities and co-operation on issues like climate change, rather than a strict focus on upholding Canada's values. That is part of the key findings of a new national opinion poll, conducted by the Asia Pacific Foundation of Canada, released Tuesday. »



Diane Wang, fondatrice et PDG du portail de commerce électronique chinois DHGate.com, était la présentatrice de la série de conférences des dirigeants asiatiques, à Toronto.

OCTOBRE 2017

VANCOUVER SUN

13 octobre 2017

Vancouver Postmedia Reporters Take Home Webster Awards

« Reporter Dan Fumano won his solo Webster in the science, technology, health and environment category for « Troubled Waters, » a five-part series on water issues in India, which saw him travel to India as part of a fellowship he won in 2016 from the Asia Pacific Foundation of Canada. »

NOVEMBRE 2017

THE GLOBE AND MAIL

9 novembre 2017

Why Canadian Students Should Make Asia a Priority

« Simply going to Asia is not the end goal; the end goal is developing the knowledge, skills and networks that make us coveted international partners, whether on business deals, climate change negotiations or educational collaboration. »

DÉCEMBRE 2017

VANCOUVER SUN

8 décembre 2017

Opinion: Canadian Millennials Seek Closer, but Pragmatic, Connection to Asia

« (T)o millennials, Asia has become closer to Canada than ever before. From the rise of K-Pop (Korean popular music) through global platforms like YouTube, to the surge in Taiwanese bubble tea chains like Chatime and Coco and the recent arrivals of Japanese mega-retailers Muji and UNIQLO, globalization has brought Asia to our doorsteps. »

THE GLOBE AND MAIL

29 décembre 2017

Opinion: Canada's Global Trade Strategy at Critical Juncture

« The national public good calls for a balance between necessary diversification, continued ambition and inclusion of values (the progressive agenda) wherever possible. But can these three priorities be successfully balanced in careful diplomatic negotiations? Or do we risk simply hitting the wall with partners? »

**JANVIER 2018****VANCOUVER SUN***18 janvier 2018***Opinion: After Hawaii, It's Time to Dust Off That VCR**

« It would be reassuring to think that the foreign ministers of the world, as they met in Vancouver this week to discuss North Korea's nuclear weapons program, had images like those from the film in mind as potent reminders of the consequences of failure in nuclear diplomacy. »

FÉVRIER 2018**GLOBAL NEWS***24 février 2018***As Trudeau Pitches 'Progressive' Trade, Will India be Open for Business?**

« Comprehensive and progressive would be nice to have, but it would be difficult in the context of a China agreement, and I think also India, to include the full range of issues that we would like to see, » said Stewart Beck, Canada's former High Commissioner to India who now serves as CEO of the Asia Pacific Foundation of Canada. »

MARS 2018**CHINA DAILY***7 mars 2018***Canada Wants More Bridges to China**

« Canada should realize the full potential of its business and economic engagement with Asia, in particular China, according to Stewart Beck, president and CEO of the Asia Pacific Foundation of Canada (APF Canada). »

CNBC*9 mars 2018***Foreigners Could Ease Japan's Labor Shortage, but Tokyo Prefers Robots**

« Japan wants migrants, not immigrants, explained Stephen Nagy, associate professor at Tokyo-based International Christian University and distinguished fellow at the Asia Pacific Foundation of Canada. »

CALGARY HERALD*23 mars 2018***Canadian Retailers Could be Helped by a U.S. Trade Battle with China**

« If that happens, there is a risk that the world's trading system collapses, added Yves Tiberghien, distinguished fellow at the Asia Pacific Foundation of Canada. »

La prospérité future du Canada dépendra de sa capacité à adopter une politique de diversification à l'échelle du pays, centrée sur l'Asie, une réaction qui s'impose, en raison de la réalité mondiale d'aujourd'hui

| Stewart Beck, président et chef de la direction

ÉTATS FINANCIERS

- ✚ ÉTAT DES RÉSULTATS
- ✚ ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
- ✚ ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

ÉTAT DES RÉSULTATS

Exercice clos le 31 mars 2018, avec les informations comparatives pour 2017

Produits	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Revenu tiré de placements, déduction faite des honoraires de gestion des placements de 388 755 \$ (405 402 \$ en 2017)	1 946 155 \$	3 667 699 \$
Financement public direct	2 047 635 \$	1 631 293 \$
Financement du secteur privé	170 816 \$	187 585 \$
Programmes commandités	172 \$	166 904 \$
	4 164 778 \$	5 653 481 \$
Charges d'exploitation (note 9)		
Projets	1 720 386 \$	1 646 328 \$
Programme Kakehashi	902 893 \$	1 302 689 \$
Projet APEC-Canada de partenariat pour l'expansion des entreprises	743 076 \$	93 358 \$
McArthur Fellowship	167 \$	156 592 \$
Administration	726 142 \$	868 325 \$
Communication et information du public	479 828 \$	531 399 \$
Installations et amortissement	351 236 \$	351 486 \$
Programme de subventions	330 079 \$	490 384 \$
Secrétariat	230 660 \$	145 796 \$
Conseil d'administration	153 647 \$	202 958 \$
	\$5,638,114	5 789 315 \$
Insuffisance des produits par rapport aux charges avant l'élément suivant	(1,473,336 \$)	(135 834 \$)
Variation du gain non réalisé sur les placements	2 553 141 \$	3 042 338 \$
Excédent des produits par rapport aux charges	1 079 805 \$	2 906 504 \$

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Au 31 mars 2018, avec les informations comparatives pour 2017

Actif (à court terme)	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Trésorerie	1 327 907 \$	1 443 438 \$
Débiteurs	627 026 \$	175 950 \$
Charges payées d'avance	71 733 \$	76 455 \$
Placements (note 3)	68 896 180 \$	68 105 295 \$
	70 922 846 \$	69 801 138 \$
Matériel et améliorations locatives (note 4)	182 552 \$	202 346 \$
Dépôts	27 634 \$	27 634 \$
	71 133 032 \$	70 031 118 \$
Passif (à court terme)		
Créditeurs et charges à payer	560 276 \$	729 665 \$
Tranche à court terme des obligations au titre des contrats de location-acquisition	-	22 446 \$
Produits reportés au titre d'un programme (note 5)	1 188 856 \$	965 526 \$
	1 749 132 \$	1 717 637 \$
Incitatifs à la location reportés	42 237 \$	51 623 \$
	1 791 368 \$	1 769 260 \$
Actif net		
Fonds de dotation affecté	50 000 000 \$	50 000 000 \$
Fonds non affectés	19 341 663 \$	18 261 858 \$
	69 341 663 \$	68 261 858 \$
Engagements et garanties (note 7)	71 133 032 \$	70 031 118 \$

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

Exercice clos le 31 mars 2018, avec les informations comparatives pour 2017

Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation

Activités d'exploitation	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Excédent des produits par rapport aux charges	1 079 805 \$	2 906 504 \$
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement	56 716 \$	53 230 \$
Amortissement des incitatifs à la location reportés	(9 386 \$)	(9 386 \$)
Variation du gain non réalisé sur les placements	(2 553 141 \$)	(3 042 338 \$)
	(1 426 006 \$)	(91 990 \$)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement		
Débiteurs	(451 076 \$)	(89 185 \$)
Charges payées d'avance	4 722 \$	23 127 \$
Créditeurs et charges à payer	169 389 \$	232 648 \$
Produits reportés au titre d'un programme	223 330 \$	358 834 \$
	1 818 419 \$	433 434 \$
Activités d'investissement		
Achat de matériel et améliorations locatives	(36 922 \$)	(28 554 \$)
Retrait net des placements	1 762 256 \$	586 858 \$
Obligation au titre des subventions à payer	-	(194 814 \$)
	1 725 334 \$	363 490 \$
Activités de financement		
Paiements au titre des contrats de location-acquisition	(22 446 \$)	(26 935 \$)
Augmentation (diminution) de la trésorerie	115 531 \$	769 989 \$
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice	1 443 438 \$	673 449 \$
	1 327 907 \$	1 443 438 \$

DONATEURS ET COMMANDITAIRES

LE FINANCEMENT DES COÛTS D'EXPLOITATION

et des bourses est assuré par un fonds de dotation établi par le gouvernement du Canada. Nous tenons aussi à exprimer notre reconnaissance aux personnes, aux sociétés, aux fondations et aux organismes gouvernementaux qui nous ont soutenus dans notre mission de servir de catalyseur et de trait d'union dans les relations entre l'Asie et le Canada. La liste des donateurs qui ont contribué à rendre notre recherche et nos activités possibles se trouve ci-après.

Merci!

100 000 \$ ou plus

- » Affaires mondiales Canada (*pluriannuel*)
- » Gouvernement de l'Ontario
- » Ressources naturelles Canada

De 10 000 \$ à 99 000 \$

- » Air Canada
- » Cathay Pacific Airways Limited
- » Eventmobi
- » Exportation et développement Canada (*pluriannuel*)
- » Fiera Capital Corporation
- » Hong Kong Airlines (*pluriannuel*)
- » Innovation, Sciences et Développement économique Canada
- » Kensington Capital Partners
- » Sun Life Financial Canada
- » Torys LLP



Notre équipe de recherche appuie les événements internes et externes, grâce à la collecte de données et au soutien logistique.



Les détenteurs de bourses postuniversitaires contribuent aux recherches, aux actualités et aux canaux de contenu en ligne de la Fondation.

Moins de 10 000 \$

- » Advantage BC
- » Anna Biolik
- » Banque du Canada
- » Banque de Montréal
- » Bennett Jones LLP
- » Bombardier Inc.
- » Conseil d'affaires Canada-Chine
- » The Economist Group
- » Gouvernement de la Saskatchewan
- » Hays Ranchers
- » Nanoleaf
- » OMERS Ventures
- » OneEleven
- » PwC Canada
- » Umi Sushi Express
- » Université de l'Alberta, Institut sur la Chine (*pluriannuel*)
- » Université de la Colombie-Britannique, Institut de recherche sur l'Asie (*pluriannuel*)
- » Université de Toronto, École Munk des affaires internationale (*pluriannuel*)
- » Université Ryerson (*pluriannuel*)
- » We Love Van Inc.

GOVERNANCE

- » MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
- » ASSOCIÉS DE RECHERCHE DISTINGUÉS
- » PERSONNEL DE LA FONDATION
- » BOURSIERS — CHERCHEURS POSTUNIVERSITAIRES
- » BOURSIERS — APPRENTIS CHERCHEURS
- » ASSOCIÉS MÉDIAS
- » CONSEIL JEUNESSE DE L'ASIE PACIFIQUE

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

- » **David Emerson**
Président du conseil d'administration
Fondation Asie Pacifique du Canada
- » **Marie-Lucie Morin**
Vice-présidente
Fondation Asie Pacifique du Canada
- » **Murad Al-Katib**
Président et chef de direction
AGT Food and Ingredients Inc
- » **Dominic Barton**
Directeur principal mondial
McKinsey & Company
- » **Stewart Beck**
Président et chef de direction
Fondation Asie Pacifique du Canada
- » **Jean Charest**
Associé, McCarthy Tétrault s.r.l.
- » **J. Colin Dodds**
Professeur de finances, recteur émérite
Université Saint Mary's
- » **Kevin Falcon**
Vice-président directeur
Anthem Capital Corp.
- » **Blaine Favel**
Président exécutif
One Earth Oil and Gas
- » **George Heller**
Directeur de société
- » **Evaleen Jaager Roy**
Directrice
Jaager Roy Advisory Inc.
- » **Peter Kruyt**
Vice-président
Power Corporation du Canada
- » **Paul Lee**
Associé directeur
Vanedge Capital
- » **Kevin Lynch**
Vice-président du conseil
BMO Groupe financier
- » **John Montalbano**
Président et chef d'entreprise
Tower Beach Capital Ltd.
- » **Sandra Pupatello**
Ancienne conseillère stratégique, industrie,
marchés mondiaux et secteur public
PwC Management Services LP
- » **Indira Samarasekera**
Ancienne rectrice et vice-chancelière
Université de l'Alberta



L'honorable Navdeep Bains, ministre fédéral de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique, en train de converser avec une participante de l'ABLAC, à Toronto.

ASSOCIÉS DE RECHERCHE DISTINGUÉS

- » **Dr Jonathan Berkshire Miller**
Institut japonais des affaires internationales
- » **M. David Alan Byng**
Université Royal Roads
- » **M. Don W. Campbell** DLA Piper
- » **M. Joseph Caron**
Ancien ambassadeur et diplomate canadien
- » **M. Dan Ciuriak** Ciuriak Consulting
- » **D^r Ken Coates**
Université de la Saskatchewan
- » **M. Brad Gilmour**
Mouralea Trade,
Agriculture et Resource Consulting
- » **D^r Michael Goldberg**
École de commerce Sauder, UCB
- » **D^{re} Carin Holroyd**
Université de la Saskatchewan
- » **M^{me} Deanna Horton**
École Munk des affaires internationales
- » **M^{me} Margaret McCuaig-Johnston**
Université d'Ottawa, Université de l'Alberta
- » **D^r Jean-Michel Montsion**
Université York, Collège Glendon
- » **D^r Stephen Robert Nagy**
Département de sciences politiques et
d'études internationales, Université
chrétienne internationale de Tokyo.
- » **D^{re} Patricia Nelson**
Centre sur les études stratégiques et
internationales et École des sciences
économiques de Stockholm



L'équipe de recherche de la Fondation accueille un groupe d'étudiants de l'Université de la Colombie-Britannique.

PERSONNEL DE LA FONDATION

- » **Stewart Beck**
Président et chef de la direction
- » **Eva Busza**
Vice-présidente, recherche et programmes
- » **Vilupti Lok Barrineau**
Vice-présidente, opérations
- » **Victor Thomas**
Vice-président, région des Prairies
- » **Christine Nakamura**
Directrice, relations publiques et marketing
- » **Mari Abe**
Administratrice de bureau, bureau de Toronto
- » **Pilar Alba**
Adjointe de direction de Stewart Beck
- » **Rosie Bolderston**
Gestionnaire, développement
- » **Lauren Chang**
Gestionnaire, développement
- » **Si Chen**
Spécialiste des médias sociaux et
de la conception numérique
- » **Alisha Clancy**
Gestionnaire de programme, Projet
APEC-Canada de partenariat pour
l'expansion des entreprises
- » **Krista Dinsmore**
Adjointe de direction de Vilupti Lok Barrineau
- » **Jordan Dupuis**
Gestionnaire de programme, bureau de Toronto
- » **Justin Elavathil**
Gestionnaire de programme, commerce,
investissements et innovation
- » **Kathy Forbes**
Spécialiste de l'information,
gestionnaire du site Web
- » **Scott Harrison**
Gestionnaire de programme
- » **Angie Hsu**
Gestionnaire des opérations et des RH
- » **Annie Hu**
Comptable
- » **Iris Jin**
Gestionnaire principale de programme,
commerce, investissements et innovation,
et relations canado-chinoises
- » **Serena Ko**
Gestionnaire de programme,
réseaux et bourses de recherche
- » **A.W. Lee**
Associé de recherche, Facteur Asie, Ontario
- » **Mandy Ng**
Coordonnatrice administrative
et des événements



Membres du conseil, amis et membres du personnel prenant part à la table ronde du ministre du Commerce international, François-Philippe Champagne.

- » **Amar Nijhawan**
Spécialiste de projet, projet sur les MPME
- » **Yaa-Hemaa Obiri-Yeboah**
Conseillère politique principale
- » **Nadine Oliver**
Spécialiste de projet
- » **Michael Roberts**
Directeur des communications
- » **Kate Scullin**
Agente de programme, programme Kakehashi
- » **Nathan Seef**
Apprenti chercheur adjoint, projet sur les MPME
- » **Erin Williams**
Gestionnaire de programme, compétences et savoir-fair
- » **Christeen Young**
Adjointe de direction d'Eva Busza
- » **Matthew Yong**
Spécialiste de projet, projet sur les MPME
- » **Mary Zhong**
Aide-comptable
- » **Yushu Zhu**
Gestionnaire de programme, enquêtes et sondages

BOURSIERS — CHERCHEURS POSTUNIVERSITAIRES

- » **Dongwoo Kim**
- » **Sebastian Murdoch-Gibson**
- » **Justin Kwan**

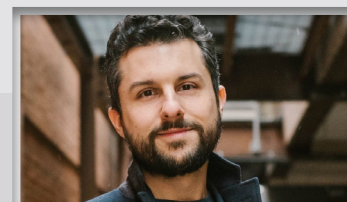
BOURSIERS — APPRENTIS CHERCHEURS

- » **Peter O'Boyle**
- » **Trevor Fairlie**
- » **Xiaoting Liu**
- » **Celina Tan**
- » **Denea Bascombe**
- » **Sandy Wan**
- » **Jonathan Wilkinson**
- » **Zining Wang**
- » **Arthur Xie**
- » **Kapo Kong**
- » **Stephanie Fraser**

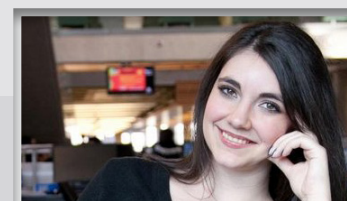
BOURSES DESTINÉES AUX JOURNALISTES



Philippe Grenier est journaliste multimédia à Radio-Canada (Canada atlantique, Saskatchewan et Manitoba). Il est allé au Japon pour explorer comment ce pays affronte un bouleversement démographique qui lui vaut d'avoir la population la plus âgée de toute la planète, de même que des régions rurales autrefois peuplées de jeunes Japonais et désormais désertes.



John Shmuel est un journaliste spécialiste des finances pour le magazine *Maclean's* qui habite à Toronto. Il est allé en Chine pour étudier le milieu des entreprises en démarrage dans ce pays, qui regorge d'innovations et de possibilités pour les MPME et les entrepreneurs du Canada.



Hayley Woodin est journaliste et productrice multimédia pour *Business in Vancouver*. Elle est allée à Singapour, un pays qui a une population de 5,6 millions d'habitants et une empreinte géographique équivalant au quart de la taille de la région de Vancouver, pour explorer les raisons pour lesquelles le Canada a accordé la priorité à l'établissement d'une relation commerciale et économique officielle avec cette Cité-État.

CONSEIL JEUNESSE DE L'ASIE PACIFIQUE

- » **Nushrat Anjum**
Présidente
- » **Yiming Liu**
Vice-présidente des finances
- » **Zining Wang**
Vice-présidente de la programmation et de la logistique
- » **Phebe Ferrer**
Vice-présidente de la programmation
- » **Roxana Yan**
Vice-présidente des communications
- » **Megan McMahon**
Vice-présidente des communications et du rayonnement
- » **Julian Lam**
Vice-président des commandites et du rayonnement
- » **Ekaterina Voronkina**
Vice-présidente de la stratégie de rayonnement



Le président et chef de la direction de la Fondation, Stewart Beck, et le fondateur du Programme de bourses de recherche Cansbridge, William Yu, en train de discuter de notre nouveau partenariat.

ANNEXES FINANCIÈRES

- ☞ RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS
- ☞ NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
- ☞ ÉNONCÉ DES POLITIQUES ET DES PROCÉDURES DE PLACEMENT
- ☞ ANALYSE DES RISQUES ET DE L'ÉVALUATION



KPMG LLP
Metro Tower I
4710 Kingsway, Suite 2400
Burnaby BC V5H 4M2
Canada
Telephone (604) 527-3600
Fax (604) 527-3636

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Au conseil d'administration de la Fondation Asie Pacifique du Canada

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Fondation Asie Pacifique du Canada, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2018, les états des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes, qui comprennent un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève de notre jugement, et notamment de notre évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, nous prenons en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.



Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière la Fondation Asie Pacifique du Canada au 31 mars 2018, ainsi que de ses résultats d'exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Informations comparatives

Les états financiers de la Fondation Asie Pacifique du Canada au 31 mars 2017 et pour l'exercice clos à cette date ont été audités par d'autres auditeurs, qui ont exprimé sur ces états financiers une opinion non modifiée en date du 6 juillet 2017.

Comptables professionnels agréés

Le 4 juillet 2018
Burnaby, Canada

FONDATION ASIE PACIFIQUE DU CANADA

État de la situation financière

Au 31 mars 2018, avec les informations comparatives pour 2017

	2018	2017
Actif		
Actif à court terme		
Trésorerie	1 327 907 \$	1 443 438 \$
Débiteurs	627 026	175 950
Charges payées d'avance	71 733	76 455
Placements (note 3)	68 896 180	68 105 295
	<u>70 922 846</u>	<u>69 801 138</u>
Matériel et améliorations locatives (note 4)	182 552	202 346
Dépôts	27 634	27 634
	<u>71 133 032 \$</u>	<u>70 031 118 \$</u>
Passif et actif net		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	560 276 \$	729 665 \$
Tranche à court terme des obligations au titre des contrats de location-acquisition	—	22 446
Produits reportés au titre d'un programme (note 5)	1 188 856	965 526
	<u>1 749 132</u>	<u>1 717 637</u>
Incitatifs à la location reportés	42 237	51 623
	<u>1 791 369</u>	<u>1 769 260</u>
Actif net		
Fonds de dotation affecté	50 000 000	50 000 000
Fonds non affectés	19 341 663	18 261 858
	<u>69 341 663</u>	<u>68 261 858</u>
Engagements et garanties (note 7)		
	<u>71 133 032 \$</u>	<u>70 031 118 \$</u>

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

Approuvé au nom du conseil,

administrateur

administrateur

FONDATION ASIE PACIFIQUE DU CANADA

État des résultats

Exercice clos le 31 mars 2018, avec les informations comparatives pour 2017

	2018	2017
Produits		
Revenu tiré de placements, déduction faite des honoraires de gestion des placements de 388 755 \$ (405 402 \$ en 2017)	1 946 155 \$	3 667 699 \$
Financement public direct	2 047 635	1 631 293
Financement du secteur privé	170 816	187 585
Programmes commandités	172	166 904
	<u>4 164 778</u>	<u>5 653 481</u>
Charges d'exploitation (note 9)		
Projets	1 720 386	1 646 328
Programme Kakehashi	902 893	1 302 689
Projet APEC-Canada de partenariat pour l'expansion des entreprises	743 076	93 358
MacArthur Fellowship	167	156 592
Administration	726 142	868 325
Communication et information du public	479 828	531 399
Installations et amortissement	351 236	351 486
Programme de subventions	330 079	490 384
Secrétariat	230 660	145 796
Conseil d'administration	153 647	202 958
	<u>5 638 114</u>	<u>5 789 315</u>
Insuffisance des produits par rapport aux charges avant l'élément suivant :	(1 473 336)	(135 834)
Variation du gain non réalisé sur les placements	2 553 141	3 042 338
Excédent des produits par rapport aux charges	<u>1 079 805 \$</u>	<u>2 906 504 \$</u>

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

FONDATION ASIE PACIFIQUE DU CANADA

État de l'évolution de l'actif net

Exercice clos le 31 mars 2018, avec les informations comparatives pour 2017

	Fonds de dotation affecté	Fonds non affectés	Total
Solde au 31 mars 2016	50 000 000 \$	15 355 354 \$	65 355 354 \$
Excédent des produits par rapport aux charges	–	2 906 504	2 906 504
Solde au 31 mars 2017	50 000 000	18 261 858	68 261 858
Excédent des produits par rapport aux charges	–	1 079 805	1 079 805
Solde au 31 mars 2018	<u>50 000 000 \$</u>	<u>19 341 663 \$</u>	<u>69 341 663 \$</u>

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

FONDATION ASIE PACIFIQUE DU CANADA

État des flux de trésorerie

Exercice clos le 31 mars 2018, avec les informations comparatives pour 2017

	2018	2017
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Activités d'exploitation		
Excédent des produits par rapport aux charges	1 079 805 \$	2 906 504 \$
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement	56 716	53 230
Amortissement des incitatifs à la location reportés	(9 386)	(9 386)
Variation du gain non réalisé sur les placements	(2 553 141)	(3 042 338)
	(1 426 006)	(91 990)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement		
Débiteurs	(451 076)	(89 185)
Charges payées d'avance	4 722	23 127
Créditeurs et charges à payer	(169 389)	232 648
Produits reportés au titre d'un programme	223 330	358,834
	(1 818 419)	433 434
Activités d'investissement		
Achat de matériel et améliorations locatives	(36 922)	(28 554)
Retrait net des placements	1 762 256	586 858
Obligation au titre des subventions à payer	–	(194 814)
	1 725 334	363 490
Activités de financement		
Paiements au titre des contrats de location-acquisition	(22 446)	(26 935)
Augmentation (diminution) de la trésorerie	(115 531)	769 989
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice	1 443 438	673 449
Trésorerie à la clôture de l'exercice	1 327 907 \$	1 443 438 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

FONDATION ASIE PACIFIQUE DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers

Exercice clos le 31 mars 2018

1. Nature des activités

La Fondation Asie Pacifique du Canada (la « Fondation ») a été créée par une loi du Parlement le 1^{er} juin 1984 et elle se consacre au développement des habiletés et des réseaux dont les Canadiens ont besoin pour obtenir plus de succès dans la région de l'Asie-Pacifique, ainsi qu'à la diffusion d'information à cet effet. Son financement annuel provient du revenu tiré d'un fonds de dotation de 50 millions de dollars créé par le gouvernement fédéral en novembre 2005 et d'autres sources. Le montant en capital du fonds de dotation de 50 millions de dollars sera maintenu en permanence.

La Fondation est enregistrée auprès de l'Agence du revenu du Canada à titre d'organisme de bienfaisance et elle est exonérée de l'impôt sur les bénéfices.

2. Principales méthodes comptables

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, aux termes de la Partie III du Manuel de CPA Canada – Comptabilité, et reflètent les principales méthodes comptables suivantes :

a) Comptabilisation des produits

- i) La Fondation applique la méthode du report pour la comptabilisation du financement public, du financement du secteur privé et des commandites. Les apports non affectés sont comptabilisés à titre de produits dans la période au cours de laquelle ils sont reçus. Les apports affectés sont comptabilisés lorsqu'ils sont dépensés pour la fin à laquelle ils ont été affectés.

Les fonds sont comptabilisés lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que son recouvrement est raisonnablement assuré et au cours du même exercice où les charges connexes sont comptabilisées.

Les dotations sont comptabilisées à titre d'augmentations directes de l'actif net.

- ii) Le revenu tiré de placements est comptabilisé selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

b) Instruments financiers

Les instruments financiers sont comptabilisés à leur juste valeur au moment de la comptabilisation initiale. Les instruments dérivés autonomes qui ne sont pas désignés comme éléments constitutifs d'une relation de couverture admissible et les instruments de capitaux propres cotés sur un marché actif sont ultérieurement évalués à la juste valeur. Tous les autres instruments financiers sont comptabilisés ultérieurement au coût ou au coût après amortissement, sauf si la direction a choisi de comptabiliser les instruments à la juste valeur. La Fondation a décidé de comptabiliser ses placements à la juste valeur, les variations de la juste valeur étant comptabilisées dans l'état des résultats.

FONDATION ASIE PACIFIQUE DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice clos le 31 mars 2018

2. Principales méthodes comptables (suite)

b) Instruments financiers (suite)

Les coûts de transaction engagés dans le cadre de l'acquisition d'instruments financiers évalués ultérieurement à la juste valeur sont imputés aux résultats à mesure qu'ils sont engagés.

Les actifs financiers comptabilisés au coût ou au coût après amortissement font l'objet d'un test de dépréciation tous les ans à la clôture de l'exercice s'il existe des indications de dépréciation. S'il existe une indication de dépréciation, la Fondation détermine s'il y a eu un changement défavorable important dans le calendrier ou le montant prévu des flux de trésorerie futurs au titre de l'actif financier. S'il y a eu un changement défavorable important dans les flux de trésorerie attendus, la Fondation ramène la valeur comptable de l'actif financier au plus élevé des montants suivants : la valeur actualisée des flux de trésorerie attendus, le prix qu'elle pourrait obtenir de la vente de l'actif financier ou la valeur de réalisation que la Fondation s'attend à obtenir de tout bien affecté en garantie du remboursement de l'actif financier. Si des faits et circonstances s'inversent au cours d'une période ultérieure, une moins-value doit faire l'objet d'une reprise dans la mesure de l'amélioration, la valeur comptable ne devant pas être supérieure à la valeur comptable initiale.

c) Matériel et améliorations locatives

Le matériel et les améliorations locatives sont comptabilisés initialement au coût. Les frais de réparation et d'entretien sont imputés aux résultats. L'amortissement est effectué selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction de la durée de vie utile estimative de l'immobilisation selon les barèmes suivants :

Matériel informatique et logiciels	3 ans
Mobilier et matériel de bureau	De 4 à 6 ans
Améliorations locatives	Sur la durée de vie utile ou la durée du contrat de location, selon la moins longue des deux

Les immobilisations acquises en vertu de contrats de location-acquisition sont amorties sur la durée du contrat ou selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de vie utile des immobilisations, en fonction des barèmes présentés ci-dessus.

Lorsqu'une immobilisation ne contribue plus aux activités de prestation de services de la Fondation, sa valeur comptable est ramenée à sa valeur résiduelle.

FONDATION ASIE PACIFIQUE DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice clos le 31 mars 2018

2. Principales méthodes comptables (suite)

d) Incitatifs à la location reportés

Les incitatifs à la location reportés se composent des fonds d'incitatifs à la location reçus des propriétaires. Ces incitatifs sont amortis sur la durée du bail, à titre de diminution des charges locatives.

e) Subventions

En vertu des exigences liées au fonds de dotation affecté, la Fondation s'engage à fournir du financement lié à divers projets de recherche en matière de diffusion d'information dans la région de l'Asie-Pacifique. Ces engagements sont inscrits en tant que passif au début de la période d'octroi des subventions.

f) Ventilation des charges

La Fondation engage certains frais généraux qui sont communs à l'administration de la Fondation ainsi qu'à chacun de ses programmes. La Fondation ventile ses frais généraux en déterminant la meilleure méthode pour répartir chacune des composantes des frais et elle applique ensuite cette méthode systématiquement d'un exercice à l'autre (se reporter à la note 9). La méthode d'affectation est réévaluée et approuvée annuellement par le conseil d'administration.

Les frais généraux se rapportent aux ressources humaines, aux technologies de l'information, aux finances et à l'administration. Les frais sont affectés aux ressources humaines et aux technologies de l'information en fonction du temps accordé aux programmes. Les frais sont affectés aux finances et à l'administration en fonction de l'utilisation et des coûts réels.

g) Avantages sociaux futurs

La Fondation offre un régime à cotisations définies en vertu duquel elle verse des cotisations égales à celles du participant dans le REER collectif, jusqu'à concurrence de 5 % du salaire brut. Les cotisations au régime sont passées en charges à mesure qu'elles sont engagées. Au cours de l'exercice 2018, la Fondation a engagé des charges liées aux cotisations se chiffrant à 75 998 \$ (65 101 \$ en 2017).

h) Dons de biens et de services

La Fondation peut recevoir des dons sous forme de services, y compris des services fournis par les membres de l'équipe de gouvernance ou les bénévoles chaque année. En raison de la difficulté que pose la détermination de la juste valeur des apports de services, ceux-ci ne sont pas comptabilisés dans les états financiers.

Les apports sous forme de biens sont comptabilisés à la juste valeur à la date de l'apport lorsque la juste valeur peut être déterminée et que les biens offerts auraient de toute façon été achetés.

FONDATION ASIE PACIFIQUE DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice clos le 31 mars 2018

2. Principales méthodes comptables (suite)

i) Conversion de devises

Les éléments monétaires libellés en devises sont ajustés à la date du bilan pour refléter le cours de change en vigueur à cette date. Les éléments non monétaires sont convertis selon le cours de change qui était en vigueur au moment où les actifs ont été acquis ou les obligations, engagées. Les produits et les charges sont convertis selon le cours de change moyen du mois au cours duquel ils sont engagés. Les profits et pertes de change sont pris en compte lors de la détermination du résultat net de la période.

j) Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants présentés au titre des actifs et des passifs et sur les informations fournies au sujet des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice. Les éléments importants qui doivent faire l'objet d'estimations de la part de la direction comprennent la juste valeur des placements, la provision pour créances douteuses, les provisions pour éventualités et la durée de vie utile du matériel et des améliorations locatives aux fins de l'amortissement. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

FONDATION ASIE PACIFIQUE DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice clos le 31 mars 2018

3. Placements

Le portefeuille du fonds de dotation comporte des placements dans les fonds suivants :

	2018	2017
Fonds Phillips, Hager & North		
Fonds fiduciaire de retraite d'hypothèques	7 166 306 \$	7 035 030 \$
Fonds valorisé d'obligations	5 910 559	1 505 914
	13 076 865	8 540 945
Fonds de la Corporation Fiera Capital		
Placements à court terme	2 551 971	5 267 983
Fonds d'actions canadiennes	17 310 014	16 827 691
Fonds d'actions internationales	18 094 705	16 398 244
Fiera marché neutre nord-américain, catégorie A, juillet 2016	–	3 309 775
	37 956 690	41 803 693
Romspen Investment Corporation		
Fonds de placement hypothécaire	6 380 629	6 058 674
Axiom Infrastructure		
Fonds d'infrastructures	6 904 306	6 762 136
Fondation de Vancouver		
Fonds de la Fondation Asie Pacifique du Canada	10 821	10 843
Westcourt Capital Corporation		
TFS	3 000 000	3 000 000
VPC	1 566 869	1 929 005
	4 566 869	4 929 005
	68 896 180 \$	68 105 295 \$

4. Matériel et améliorations locatives

	Coût	Amortissement cumulé	2018 Valeur comptable nette	2017 Valeur comptable nette
Matériel informatique	240 801 \$	126 928 \$	113 873 \$	125 628 \$
Logiciels	114 601	57 695	56 906	68 216
Mobilier et matériel de bureau	31 590	31 590	–	–
Améliorations locatives	78 288	66 515	11 773	8 502
	465 280 \$	282 728 \$	182 552 \$	202 346 \$

FONDATION ASIE PACIFIQUE DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice clos le 31 mars 2018

5. Produits reportés au titre d'un programme

	John MacArthur Fellowship	Programme Kakehashi	Autres financements publics et autres financements du secteur privé	Total
Solde à l'ouverture de l'exercice	561 930 \$	78 041 \$	325 555 \$	965 526 \$
Financement additionnel reçu	85 842	1 034 374	420 425	1 540 641
Produits constatés	(167)	(916 332)	(400 812)	(1 317 311)
Solde à la clôture de l'exercice	647 605 \$	196 083 \$	345 168 \$	1 188 856 \$

Au 31 mars 2018, les fonds restants du programme Kakehashi se chiffraient à 196 083 \$ (78 041 \$ en 2017). Le ministère des Affaires étrangères du Japon a accepté de permettre à la Fondation d'utiliser les fonds en 2019. La Fondation a inclus ce montant dans les produits reportés au 31 mars 2018.

Au cours de 2018, la Fondation a facturé des frais administratifs de 13 440 \$ (28 292 \$ en 2017) au programme Kakehashi. Ces montants sont inclus dans les produits présentés à l'état des résultats.

6. Commandites en nature de biens

	2018	2017
Billets d'avion	39 383 \$	13 800 \$
Application d'événements	11 900	—
Divers	7 714	1 610
	58 997 \$	15 410 \$

FONDATION ASIE PACIFIQUE DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice clos le 31 mars 2018

7. Engagements et garanties

- a) La Fondation est partie à des contrats de location-exploitation liés à ses bureaux de Vancouver et de Toronto, dont les paiements minimaux futurs se présentent comme suit :

2019	187 471 \$
2020	192 948
2021	192 948
2022	160 398
Par la suite	764 890
	1 498 655 \$

- b) La Fondation garantit actuellement des cartes de crédit servant à payer les frais de déplacement de ses salariés pour un montant maximal de 150 000 \$ (133 000 \$ en 2017).

- c) En vertu de l'entente liée au fonds de dotation, la Fondation s'est engagée :

- i) à utiliser au cours de tout exercice une tranche minimale de 25 % du revenu tiré du fonds de dotation déclaré dans l'état des résultats du deuxième exercice antérieur pour financer son programme de subventions. Pour l'exercice clos le 31 mars 2018, l'obligation relative au financement des subventions s'élevait à 284 025 \$ (181 610 \$ en 2017). Ce montant, déduction faite des excédents du financement des subventions de l'exercice précédent de 54 474 \$ (insuffisances de 194 814 \$ en 2017), a donné lieu à une obligation nette de 229 551 \$ (376 425 \$ en 2017). Le total des subventions accordées pour l'exercice s'est chiffré à 270 161 \$ (430 898 \$ en 2017).
- ii) à conserver le capital du fonds de dotation de 50 millions de dollars à long terme.

8. Risques financiers

- a) Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque que la Fondation subisse une perte financière si ses contreparties débitrices à l'égard d'un instrument financier omettaient de respecter ou d'honorer leurs obligations envers la Fondation. Au 31 mars 2018, la Fondation est exposée au risque de crédit par l'intermédiaire de la trésorerie, des débiteurs, des placements et des dépôts.

La Fondation gère le risque de crédit en traitant avec des banques et des gestionnaires de placement de bonne réputation en ce qui concerne l'investissement dans des instruments, conformément à sa politique d'investissement. L'exposition au risque de crédit découlant des débiteurs est atténuée, car les sommes sont dues par différents débiteurs de bonne réputation.

FONDATION ASIE PACIFIQUE DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice clos le 31 mars 2018

8. Risques financiers (suite)

b) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Fondation ne soit pas en mesure de s'acquitter de ses obligations financières à mesure qu'elles arrivent à échéance. Pour gérer le risque de liquidité, la Fondation s'assure, dans la mesure du possible, qu'elle disposera toujours de suffisamment de fonds pour remplir ses obligations à mesure qu'elles arrivent à échéance. La direction effectue régulièrement des prévisions à l'égard des flux de trésorerie afin d'assurer que la Fondation dispose de suffisamment de fonds sur demande pour couvrir les charges opérationnelles prévues et les dons qu'elle s'est engagée à faire, et ce, pour une année.

c) Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que la juste valeur des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctue en raison de variations des cours de marché. Le risque de marché regroupe le risque de change, le risque de taux d'intérêt et d'autres risques de prix. L'objectif de la gestion du risque de marché est de gérer et de contrôler l'exposition au risque de marché à l'intérieur de paramètres acceptables tout en optimisant le rendement. Ce risque est géré grâce à des placements dans des portefeuilles diversifiés, conformément à la politique d'investissement approuvée par le conseil d'administration de la Fondation, et à la surveillance de la capitalisation boursière et de la liquidité de chaque titre.

i) Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des taux d'intérêt. Les instruments financiers de la Fondation qui portent intérêt se composent de placements en obligations, dont les taux fixes exposent la Fondation aux risques de fluctuation de la juste valeur.

ii) Risque de change

Le risque de change est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des cours de change. La Fondation effectue des transactions en devises dans le cadre de son mandat. Les fluctuations des cours de change présentent le risque que l'excédent des produits par rapport aux charges et les flux de trésorerie soit touché de façon défavorable.

La Fondation ne conclut pas de contrats de change pour gérer l'incidence du risque de change.

FONDATION ASIE PACIFIQUE DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice clos le 31 mars 2018

8. Risques financiers (suite)

c) Risque de marché (suite)

iii) Autres risques de prix

L'exposition de la Fondation aux autres risques de prix est essentiellement attribuable aux fluctuations des cours de marché des placements cotés. L'exposition aux variations des cours est gérée en surveillant l'évolution de la conjoncture, laquelle pourrait avoir une incidence sur les cours de marché ou sur les facteurs qui influent sur la valeur de ces placements.

9. Ventilation des charges

Les charges liées aux ressources humaines, aux technologies de l'information, aux finances et à l'administration ont été affectées à différents programmes de la manière suivante :

	2018	2017
Projets	833 595 \$	786 225 \$
Programme Kakehashi	39 434	22 005
Projet APEC-Canada de partenariat pour l'expansion des entreprises	332 658	73 649
MacArthur Fellowship	111	1 523
Communication et information du public	346 333	421 270
Programme de subventions	44 376	45 483
Secrétariat	63 548	39 744
Conseil d'administration	59 271	96 501
	1 719 326 \$	1 486 400 \$

10. Chiffres correspondants

Certains soldes de l'exercice correspondant ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle des états financiers de l'exercice considéré.



**ÉNONCÉ DES POLITIQUES ET DES PROCÉDURES DE
PLACEMENT**

pour la

FONDATION ASIE PACIFIQUE DU CANADA

Approuvé le : 17 mai 2018

Modifications effectuées par Jill Price et Pilar Alba

Table des matières

Section I – Introduction.....	1
Section II – Vue d'ensemble du Fonds.....	2
Section III – Gouvernance et administration.....	3
Section IV – Rôles et responsabilités.....	5
Section V – Classes d'actifs admissibles à des fins de placement.....	7
Section VI – Objectifs des placements et facteurs de risque.....	10
Section VII – Lignes directrices en matière de répartition d'actifs.....	12
Section VIII – Restrictions et limites imposées aux placements du Fonds.....	14
Section IX – Prêts et emprunts.....	18
Section X – Évaluation des placements.....	19
Section XI – Conflits d'intérêts.....	20
Section XII – Droits de vote.....	21
Section XIII – Surveillance.....	22
Section XIV – Examen des politiques.....	24

Section I – Introduction

- 1.1 Le présent document constitue l'énoncé des politiques et des procédures de placement (la « Politique ») applicable aux actifs détenus en vertu du Fonds (le « Fonds ») de la Fondation Asie Pacifique du Canada (la « Fondation »).
- 1.2 Cette Politique vise à énoncer les principes, les lignes directrices et les procédures de surveillance relativement aux placements, en fonction des besoins et des objectifs du Fonds.
- 1.3 Tous les gestionnaires, agents et conseillers qui fournissent des services dans le cadre du placement des actifs du Fonds doivent accepter et respecter cette Politique.
- 1.4 Cette Politique pourrait être modifiée en tout temps par le Comité.

Section II – Vue d'ensemble du Fonds

- 2.1 Le Fonds a été mis sur pied grâce à une subvention accordée par le gouvernement du Canada. Il vise notamment à fournir une source de financement stable afin d'assurer le bon fonctionnement de la Fondation Asie Pacifique du Canada.

Section III – Gouvernance et administration

- 3.1 Le financement du Fonds est assuré par une subvention conditionnelle de 50 millions \$ accordée par le gouvernement du Canada le 22 décembre 2005. La Fondation fera appel à cette subvention conditionnelle uniquement dans le but de financer le Fonds. Aucun changement important ne sera apporté aux objectifs, à l'utilisation, ni à la Politique du Fonds sans l'approbation écrite préalable du ministre des Affaires étrangères.
- 3.2 Il incombe au conseil d'administration de la Fondation Asie Pacifique (le « Conseil ») de veiller à ce que le Fonds soit investi et géré conformément au principe de prudence.
- 3.3 Le Conseil est l'administrateur du Fonds et est responsable de tous les aspects du fonctionnement du Fonds.
- 3.4 Pour l'aider à s'acquitter de ses obligations, le Conseil a établi une structure de gouvernance et a délégué au Comité des placements (le « Comité ») la responsabilité de procéder aux activités de placement du Fonds. Le Comité sera composé d'au moins trois directeurs qui ne sont ni des représentants ni des employés de la Fondation. Les membres du Comité doivent posséder des connaissances financières et, ensemble, avoir une vaste connaissance ou une vaste expérience en matière de placements. Les membres du Comité seront nommés par le Conseil.
- 3.5 Les activités de supervision du Fonds sont gérées par le Comité. Celles-ci comprennent l'élaboration de politiques, la nomination et le licenciement des gestionnaires des fonds et d'autres fournisseurs de services externes et la surveillance des résultats des placements.
- 3.6 Pour s'acquitter de ses responsabilités, le Comité peut déléguer certaines de ses tâches aux employés de la Fondation ou faire appel à ceux-ci, s'il y a lieu. Le Comité demeurera pleinement responsable des tâches déléguées aux membres du personnel et surveillera les activités entreprises par ceux-ci. Le Comité peut déléguer certaines de ses activités, s'il y a lieu, mais demeurera pleinement responsable de celles-ci. Toute référence au Comité dans la Politique sera réputée faire référence au délégué approprié.
- 3.7 Le Comité pourrait faire appel à des experts indépendants pour certains aspects du fonctionnement du Fonds, lorsque des connaissances spécialisées sont requises ou lorsqu'il y a conflit d'intérêts, perçu ou réel.

- 3.8 Les membres du Comité et les employés de la Fondation ne pourront pas choisir des titres au nom du Fonds, mais pourront choisir des fonds communs, des certificats de placement garanti (CPG) et des dépôts à court terme auprès de banques ou de sociétés de fiducie.
- 3.9 Le Comité fera appel aux services d'un ou de plusieurs gestionnaires professionnels de placements indépendants (le « Gestionnaire » ou les « Gestionnaires ») pour investir les actifs du Fonds.
- 3.10 Le Comité attribuera les actifs du Fonds aux Gestionnaires dans des proportions respectant les lignes directrices de la présente Politique en matière de répartition d'actifs.
- 3.11 Lorsque le Comité souhaite investir dans un fonds commun, il doit veiller à ce que la politique de placements du fonds commun et toute modification subséquente respectent la présente Politique.
- 3.11 Tout dépositaire des actifs du Fonds doit être une société de fiducie enregistrée au Canada ou une compagnie d'assurances autorisée à vendre des polices d'assurance vie au Canada. Tous les placements et actifs du Fonds seront détenus par un dépositaire et investis sous un nom qui indique clairement que le placement est détenu en fiducie pour le Fonds et, lorsque le placement peut être enregistré, enregistré sous ce nom.

Section IV – Rôles et responsabilités

Conseil d'administration

4.1 Le Conseil d'administration doit :

- approuver la Politique;
- approuver la nomination des membres du Comité;
- approuver tout état financier public qui traite de la valeur du Fonds;
- veiller à établir des accords de placements externes appropriés pour le Fonds;
- approuver la politique de combinaison d'actifs;
- veiller à réviser la Politique au moins une fois par année.

Comité

4.2 Le Comité doit :

- recommander un Énoncé de politique de placement écrit au Conseil d'administration;
- approuver la nomination de conseillers externes indépendants qui fourniront des conseils en matière de placements (le « Conseiller en placements » ou les « Conseillers en placements »);
- approuver la structure de gestion et la réviser au moins une fois par année;
- approuver la nomination et le licenciement des gestionnaires;
- approuver la nomination et le licenciement du dépositaire;
- surveiller les activités et le rendement du Fonds;

- prendre toute décision qui pourrait être requise pour respecter les modalités de la présente Politique.

Gestionnaires

4.3 Les gestionnaires doivent :

- investir les actifs qui leur sont attribués conformément à la Politique;
- se conformer aux modalités d'un Accord des gestionnaires de fonds (l'« Accord »);
- faire parvenir, chaque trimestre, un rapport écrit aux membres du Comité portant sur le rendement du Fonds, les avoirs investis et les transactions au cours du trimestre, la stratégie prévue pour le trimestre suivant, l'écart observé par rapport à la stratégie prévue du trimestre précédent et la conformité à la Politique;
- fournir aux membres du Comité, au moment de leur nomination et chaque fois qu'un changement important a lieu par la suite, les politiques et les procédures relatives aux normes professionnelles, aux conflits d'intérêts, aux mesures de contrôle internes et aux politiques commerciales;
- conseiller régulièrement le Comité relativement à tout changement devant être apporté à l'organisation, à l'effectif ou au processus de placement;
- pouvoir participer, de façon raisonnable, aux réunions ou aux discussions avec le Comité.

Section V – Classes d'actifs admissibles à des fins de placement

5.1 De temps à autre, et conformément à la présente Politique, le Fonds pourrait être investi dans une ou l'ensemble des classes d'actifs et des sous-catégories de placement suivantes, que ce soit de façon directe ou au moyen de fonds communs ou de fonds négociés en bourse qui détiennent ces placements. Dans la mesure où le Fonds est investi dans un fonds commun, les restrictions décrites ci-dessous et toute autre disposition de l'Énoncé qui pourrait être touchée ne s'appliqueront pas, mais les gestionnaires devront respecter la politique de placement du fonds commun. Au moment de l'embauche, les Gestionnaires indiqueront aux membres du Comité en quoi les lignes directrices du fonds commun diffèrent de la présente Politique en ce qui concerne la diversification et les restrictions et présenteront aux membres du Comité leurs propres politiques sur les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance, dans la mesure où celles-ci influencent leurs décisions touchant la sélection des titres.

(a) « Titres » :

- actions ordinaires, débetures convertibles, bons de souscription d'actions, actions échangeables, droits d'acquisition d'actions, reçus de versement ou actions privilégiées de sociétés
- participations dans des sociétés en commandite
- fonds négociés en bourse, fiducies de placement immobilier et fiducies de revenu
- certificats de titre en dépôt

(b) « Titres à revenus fixes » :

- obligations, débetures ou autres instruments de créance émis par des organisations nationales, étrangères ou supranationales
- titres adossés à des crédits mobiliers
- titres hypothécaires
- hypothèques commerciales et résidentielles

- fonds communs principalement investis dans des prêts hypothécaires pour des biens immobiliers canadiens et américains
- instruments de créance hybrides émis par des banques à charte canadiennes
- dépôts à terme ou instruments semblables détenus par des sociétés de fiducie agréées et des banques

« Infrastructure » :

- fonds communs essentiellement investis dans des infrastructures américaines et canadiennes

« Espèces et quasi-espèces » :

- dépôts dans une banque ou auprès d'une société de fiducie ayant une échéance à l'émission d'un an ou moins
- titres du marché monétaire ayant une échéance à l'émission d'un an ou moins
- obligations à taux variables
- conventions de rachat ayant une échéance à l'émission d'un an ou moins

(c) « Fonds spéculatifs » :

- fonds spéculatifs au moyen de fonds communs seulement, y compris, mais sans s'y limiter, les stratégies de rendement absolu, le crédit et les titres neutres sur le marché, le crédit découlant d'événements et le crédit mondial

(d) « Instruments dérivés » :

- contrats à terme et d'option qui sont régulièrement échangés sur une bourse reconnue ou un système d'échange public organisé où les valeurs marchandes sont facilement accessibles

- contrats à terme et accords de swap auprès d'établissements financiers qui satisfont aux normes de crédit de la Politique relatives aux quasi-espèces et au revenu fixe

Autres placements :

5.2 Le Fonds ne peut pas être investi dans des classes d'actifs ou des instruments qui ne figurent pas à la présente section, notamment les biens et services, les métaux précieux, les droits miniers, les lingots et les objets de collection.

Section VI – Objectifs des placements et facteurs de risque

- 6.1 La philosophie de placement générale du Fonds consiste à optimiser le taux de rendement réel à long terme assujéti à un degré de risque acceptable.
- 6.2 Voici les objectifs de placement du Fonds :
- (a) L'objectif principal du Fonds consiste à maintenir le capital du Fonds à long terme.
 - (b) L'objectif secondaire consiste à maintenir la valeur réelle du Fonds à long terme.
 - (c) Le taux de rendement prévu à long terme du Fonds est de 4 % supérieur à celui de l'inflation (consigné dans l'indice des prix à la consommation) au cours de périodes continues de quatre ans.
- 6.3 Le rendement quantitatif général du Fonds sera considéré comme satisfaisant si le rendement annualisé total du Fonds dépasse de 1 % le rendement qui aurait pu être obtenu en investissant l'attribution normale, présentée dans le tableau ci-dessous, dans un placement passif au cours d'une période mobile de quatre ans.

Classe d'actifs	Indice de référence	Attribution normale
Titres canadiens	Indice composé S&P/TSX	30 %
Titres mondiaux	MSCI World Index	30 %
Revenu fixe et hypothèques canadiens	Indice mixte composé de 80 % de l'indice obligataire universel DEX + 20 % de l'indice obligataire à court terme DEX	25 %
Infrastructures	IPC + 4 %	8 %
Fonds spéculatifs	Bon du Trésor canadien 91 jours + 4 %	7 %

- 6.4 Le tableau suivant détaille, pour chaque composante du Fonds gérée activement, les attentes en matière de valeur ajoutée pour l'indice de référence correspondant. On s'attend à ce que les Gestionnaires atteignent ces cibles de rendement pour leurs mandats respectifs, sur une période mobile de quatre ans.

Classe d'actifs	Indice de référence	Attente en matière de valeur ajoutée
Titres canadiens	Indice composé S&P/TSX	Indice + 1 %
Titres mondiaux	MSCI World Index	Indice + 1 %
Revenu fixe et hypothèques canadiens	Indice mixte composé de 80 % d'indice obligataire universel DEX + 20 % d'indice obligataire à court terme DEX	Indice + 0,4 %
Infrastructures	IPC + 4 %	0,0 %
Fonds spéculatifs	Bon du Trésor canadien 91 jours + 4 %	0 %

- 6.5 Pour procéder à la mesure des taux de rendement du Fonds, tous les rendements seront mesurés avant l'application des frais de gestion des placements, mais après l'application des coûts de transaction, sur une période mobile de quatre ans. Tous les rendements indexés seront considérés comme des rendements globaux. Tous les rendements indexés étrangers seront convertis en dollars canadiens.
- 6.6 Le risque propre à la stratégie de placement au cours d'un cycle du marché (période de cinq à dix ans) comporte trois volets. Il existe un risque que les rendements du marché à long terme ne correspondent pas aux attentes. Dans la mesure où des mesures de gestion active sont employées, il existe un risque qu'aucune valeur ajoutée ne soit obtenue ou que la valeur soit négative. Il existe également un risque de volatilité annualisée; en effet, au cours d'une année donnée, le rendement réel pourrait être très différent du rendement à long terme prévu ou pourrait être négatif.

Section VII – Lignes directrices en matière de répartition d'actifs

- 7.1 Pour déterminer l'attribution normale qui permettrait le mieux d'atteindre les objectifs indiqués dans la présente Politique, il importe de tenir compte :

- des facteurs décrits dans l'aperçu du Fonds;
- de la nature à long terme des actifs du Fonds;
- des attentes en matière de rendement à long terme et des risques associés aux principales classes d'actifs, de l'inflation, des taux d'intérêt ainsi que des relations entre les rendements;
- des aspects pratiques.

- 7.2 Au cours d'un cycle de marché complet, l'attribution devrait demeurer dans les plages suivantes (celles-ci permettent également d'estimer l'attribution normale) :

Classes d'actifs par composante	Pourcentage du Fonds en valeur marchande		
	Attribution normale	Plage	
		Minimum	Maximum
Titres canadiens	30 %	25 %	35 %
Titres mondiaux	30 %	25 %	35 %
Titres totaux	60 %	50 %	70 %
Revenu fixe et hypothèques	25 %	20 %	30 %
Espèces et quasi-espèces	0 %	0 %	10 %
Infrastructures	8 %	4 %	12 %
Fonds spéculatifs	7 %	0 %	10 %

Les montants en espèces et en quasi-espèces pourraient également être retenus de temps à autre de manière temporaire et à court terme ou dans le but de créer des réserves défensives pour chaque classe d'actifs, à la discrétion de chaque Gestionnaire et dans les limites imposées par son mandat, et,

aux fins du présent article, ces montants en espèces et en quasi-espèces seront inclus dans chaque classe d'actifs.

- 7.3 Si la composition des actifs se situe en dehors des plages supérieures à la fin de tout trimestre, le Comité prendra des mesures correctives pour rééquilibrer la composition des actifs et rétablir sa position dans les limites établies le plus rapidement possible. Le Comité pourrait également prendre des mesures pour faire en sorte que la combinaison d'actifs corresponde davantage à l'attribution normale, et ce, en tout temps.

Section VIII – Restrictions et limites imposées aux placements du Fonds

- 8.1 (a) Le Comité doit s'assurer que les exigences de diversification de la politique de placement du mandat de chaque Gestionnaire ou du fonds commun, de même que les montants des actifs attribués à chaque Gestionnaire ou fonds commun, sont conformes aux limites définies dans la présente section.
- (b) Sauf indication contraire, tous les pourcentages utilisés dans la présente section seront calculés selon les valeurs marchandes au moment de la publication.
- (c) Sauf dans le cas de fonds communs ou de valeurs mobilières émis ou garantis par le gouvernement du Canada ou d'une province canadienne détenant une cote minimale de « A », il est interdit de placer plus de 10 % de la valeur du Fonds dans une seule entité ou un seul groupe.
- 8.2 En ce qui a trait au portefeuille d'actions du Fonds :
- (a) Tous les avoirs investis doivent être soit cotés en bourse, soit convertibles ou échangeables en ce type de titres.
- (b) Il est défendu pour le Gestionnaire et le Fonds de participer à la gestion de toute entreprise dans laquelle le Fonds détient des placements.
- (c) Les avoirs investis doivent être diversifiés par entreprise, région, industrie, devise et pays. Cependant, il convient de tenir compte de la valeur relative de l'activité économique et de la capitalisation boursière.
- (d) En ce qui a trait à toute fiducie de revenu canadienne ou fiducie de placement immobilier canadienne, sauf dans les cas où l'unité de la fiducie est détenue dans un fonds commun régi par un accord stipulant que les investisseurs du fonds commun ne peuvent pas être tenus personnellement responsables des obligations de la fiducie ou du fiduciaire, cette fiducie :
- (i) doit être un émetteur assujéti aux lois régissant la vente des valeurs applicables au Canada;

- (ii) doit être assujettie aux lois d'une province qui limite les responsabilités des détenteurs d'unités par voie législative;
 - (iii) doit être régie par des accords dégageant les bénéficiaires de toute responsabilité personnelle relative aux obligations de la fiducie ou du fiduciaire.
- (e) Tout intérêt dans un partenariat doit être en tant que partenaire limité, et non comme partenaire général.
- (f) Les titres non cotés à l'indice composé S&P/TSX ne peuvent pas constituer plus de 10 % du portefeuille d'actions canadiennes.
- (g) Les titres d'entreprises ayant une capitalisation boursière inférieure à 1 milliard \$ US, y compris d'entreprises à nombre d'actionnaires restreint, ne peuvent pas constituer plus de 10 % du portefeuille d'actions mondiales.
- (h) Les titres émis par des pays non cotés dans l'indice MSCI World ne peuvent pas constituer plus de 10 % du portefeuille d'actions mondiales.

8.3 En ce qui a trait au portefeuille de titres à revenu fixe du Fonds :

- (a) Tous les titres doivent être facilement négociables.
- (b) Les titres ayant une cote de crédit inférieure ou égale à « BBB (bas) » au moment de l'achat sont interdits.
- (c) La durée cumulative du portefeuille doit être maintenue en deçà de trois ans de l'indice universel obligataire DEX.
- (d) Il est interdit de placer plus de 5 % du Fonds dans une seule société ou valeur mobilière, sauf si le titre a été émis ou garanti par le gouvernement du Canada ou d'une province canadienne détenant une cote minimale de « A ».
- (e) Les titres adossés à des actifs doivent être cotés par au moins deux agences de cotation.

- (f) Les prêts hypothécaires doivent être garantis par des biens immobiliers canadiens et américains, et le montant de l'hypothèque ne doit pas être supérieur à 75 % de la valeur marchande du bien hypothéqué.
- (g) Les titres dont la cote de crédit est inférieure ou égale à « A » ne doivent pas constituer plus de 30 % du Fonds.
- (h) Les titres libellés en devises étrangères ne peuvent pas constituer plus de 15 % du Fonds.

8.4 En ce qui a trait aux instruments dérivés :

- (a) Toute utilisation d'instruments dérivés, directement à partir du Fonds ou à partir d'un fonds commun, doit être conforme à une politique étudiée et approuvée par le Comité à cette fin précise.
- (b) Les instruments dérivés ne peuvent servir qu'à :
 - (i) ajuster la durée ou le risque de crédit du portefeuille à revenu fixe, de sorte qu'il respecte les plages établies dans la présente Politique;
 - (ii) reproduire le rendement des taux d'intérêt ou d'un indice reconnu du marché financier;
 - (iii) courir un risque lié à des titres autorisés par la présente Politique;
 - (iv) gérer le risque de change de biens étrangers;
 - (v) réduire le risque dans le cadre d'une stratégie de couverture.
- (c) Les instruments dérivés ne peuvent pas être utilisés pour courir des risques autrement non permis par la présente Politique, ou qui dépasseraient les limites de la présente Politique si ces risques proviennent de marchés au comptant.

- (d) Tout Gestionnaire investissant dans des instruments dérivés doit déterminer quotidiennement la valeur marchande des risques courus.

8.5 En ce qui a trait aux montants en espèces et en quasi-espèces du Fonds :

- (a) Tous les montants en quasi-espèces, y compris ceux détenus dans les portefeuilles pour chaque classe d'actif à la discrétion du Gestionnaire, doivent avoir une cote minimale de « R-1 (bas) » et être immédiatement négociables ou échangeables.
- (b) Tout dépôt dans une banque ou société de fiducie doit avoir une cote minimale de « A » ou être fait auprès d'institutions ayant depuis longtemps une cote égale ou supérieure à « A ».

8.6 Pour les fins de la présente section :

- (a) Toutes les cotes de crédit sont basées sur les cotes de l'agence Dominion Bond Rating Service, sauf mention contraire. Il est toutefois acceptable d'utiliser des cotes équivalentes provenant des autres grandes agences de notation.
- (b) Si la cote de crédit d'un titre chute sous la limite indiquée après l'achat, le Gestionnaire doit, par écrit, en aviser le Comité et proposer les mesures à prendre dans les plus brefs délais.
- (c) Les titres non cotés sont considérés comme ayant une cote inférieure aux exigences stipulées dans la présente section.

8.7 Sauf dans le cas d'instruments dérivés spécifiquement autorisés par la présente Politique, le Fonds ne peut ni acheter de titres sur marge ni effectuer de ventes à découvert. Il est défendu d'acheter des reçus de versement à moins de détenir aussi l'équivalent du prix d'achat non payé en espèces ou quasi-espèces.

Section IX – Prêts et emprunts

9.1 Il est défendu de prêter des actifs du Fonds, en tout ou en partie, à qui que ce soit, sauf :

- (a) en achetant des titres conformes aux exigences de la présente Politique en matière de revenu fixe ou de quasi-espèces;
- (b) s'il s'agit d'un prêt de titres, soit par le dépositaire, soit par l'entremise d'un fonds commun qui prête des titres, sous réserve du maintien, en tout temps, d'une couverture de garantie d'au moins 102 % de la valeur marchande courante des titres prêtés;
 - (i) sous forme de titres liquides de haute qualité, lesquels doivent être définis dans un accord avec l'agent de prêt, qui doit également fournir une garantie bancaire pour tous les prêts;
 - (ii) en espèces, à condition que celles-ci soient placées de manière conforme aux exigences de la présente Politique en matière d'espèces et de quasi-espèces;
- (c) en signant une convention de rachat, pourvu que la valeur marchande de la garantie détenue soit supérieure ou équivalente au prix de rachat avec les intérêts courus chaque jour, et que la garantie soit, en tous autres aspects, un placement admissible dans le cadre de la présente Politique.

9.2 Les emprunts d'argent au nom du Fonds sont interdits, et il est interdit de donner en garantie ou de grever de quelque façon les actifs du Fonds, sauf s'il s'agit de découverts de courte durée liés à la gestion normale du portefeuille au quotidien.

Section X – Évaluation des placements

- 11.1 Les placements dans des titres négociables doivent faire l'objet d'une évaluation mensuelle ou plus fréquente, par le dépositaire, à leur valeur marchande actuelle.
- 11.2 Les placements du Fonds dans des fonds communs détenant des titres cotés en bourse doivent être évalués selon les valeurs unitaires publiées par les Gestionnaires. Le dépositaire est responsable de demander et de saisir les valeurs unitaires mensuellement.
- 11.3 Si l'évaluation boursière d'un placement n'est pas immédiatement disponible, une estimation de la juste valeur du marché sera fournie par le Gestionnaire au dépositaire au moins une fois par trimestre. Cette juste valeur du marché peut être déterminée selon l'estimation la plus récente d'un expert indépendant, ou par d'autres moyens, comme la valeur actualisée des flux de trésorerie ou la comparaison avec des actifs semblables cotés en bourse. Dans tous les cas, il convient d'employer la même méthode au fil du temps.

Section XI – Conflits d'intérêts

- 11.4 Si un membre du Comité, un représentant ou un conseiller du Comité ou un employé travaillant au placement ou à l'administration du Fonds possède ou acquiert tout intérêt important, direct ou indirect, pouvant concerner le fonds de quelque manière ou est en position de bénéficiaire de façon importante de connaissances, d'une participation ou d'une décision de placement relatives au Fonds, la personne concernée doit divulguer ce conflit d'intérêts au président du Comité dans les plus brefs délais. Le président devra alors immédiatement en aviser tous les membres du Conseil, qui devra décider des mesures à prendre en fonction des lignes directrices et politiques propres au Gestionnaire. La personne concernée devra par la suite s'abstenir de prendre toute décision liée à la question faisant l'objet du conflit, à moins d'indication contraire découlant d'une décision unanime des autres membres du Comité.
- 11.5 Tout Gestionnaire doit fournir au comité ses lignes directrices internes relativement à l'achat de titres auprès des membres de l'organisation du Gestionnaire, de ses sociétés affiliées et de toute entité dans laquelle le Gestionnaire ou ses sociétés affiliées détiennent des intérêts substantiels ou dans laquelle tout employé, époux d'employé ou enfant d'employé du Gestionnaire détient des placements substantiels.
- 11.6 Toute divulgation d'intérêt dans le cadre de la présente section sera enregistrée dans le procès-verbal de la réunion du Comité pertinente.
- 11.7 Tout écart par rapport aux procédures de la présente section ne constitue pas en lui-même une cause d'invalidation de décision, de contrat ou d'autre affaire.
- 11.8 Le Comité doit s'assurer de l'existence d'une politique adéquate en matière de conflits d'intérêts et de son respect par tous les Gestionnaires. Au minimum, le code d'éthique et les règles de déontologie adoptés par l'Institut CFA s'appliquent à tous les Gestionnaires.

Section XII – Droits de vote

12.1 La responsabilité d'exercer et de diriger les droits de vote acquis par l'intermédiaire des placements du Fonds doit normalement être déléguée au Gestionnaire, qui doit, en tout temps, agir avec prudence et dans l'intérêt des bénéficiaires. Le Gestionnaire doit fournir une copie de sa politique en matière de droits de vote au Comité, sur demande.

12.2 Le Gestionnaire doit conserver un historique de son exercice des droits de vote acquis par l'intermédiaire du Fonds et fournir une copie de cet historique au Comité, sur demande.

Section XIII – Surveillance

13.1 Le Comité doit vérifier régulièrement, au besoin et au moins une fois par année :

- (a) les actifs et le flux de trésorerie net du Fonds;
- (b) la composition actuelle d'actifs du Fonds;
- (c) le rendement des placements et la gestion du Fonds, ainsi que le travail de chaque Gestionnaire par rapport aux objectifs de la Politique, à sa politique de placement ou à son mandat individuel, le cas échéant;
- (d) les avoirs investis du portefeuille;
- (e) les frais et dépenses engagés pour la gestion du Fonds;
- (f) la conformité à la présente Politique.

À la suite de cette vérification, le Comité doit prendre toute mesure jugée prudente ou appropriée.

13.2 Le Comité ou un représentant désigné par le Comité doit rencontrer chaque Gestionnaire au moins une fois par année pour discuter du rendement des placements, des stratégies de placement, du rendement futur prévu et de tout changement apporté à l'organisation du Gestionnaire, à ses processus de placement ou à son personnel.

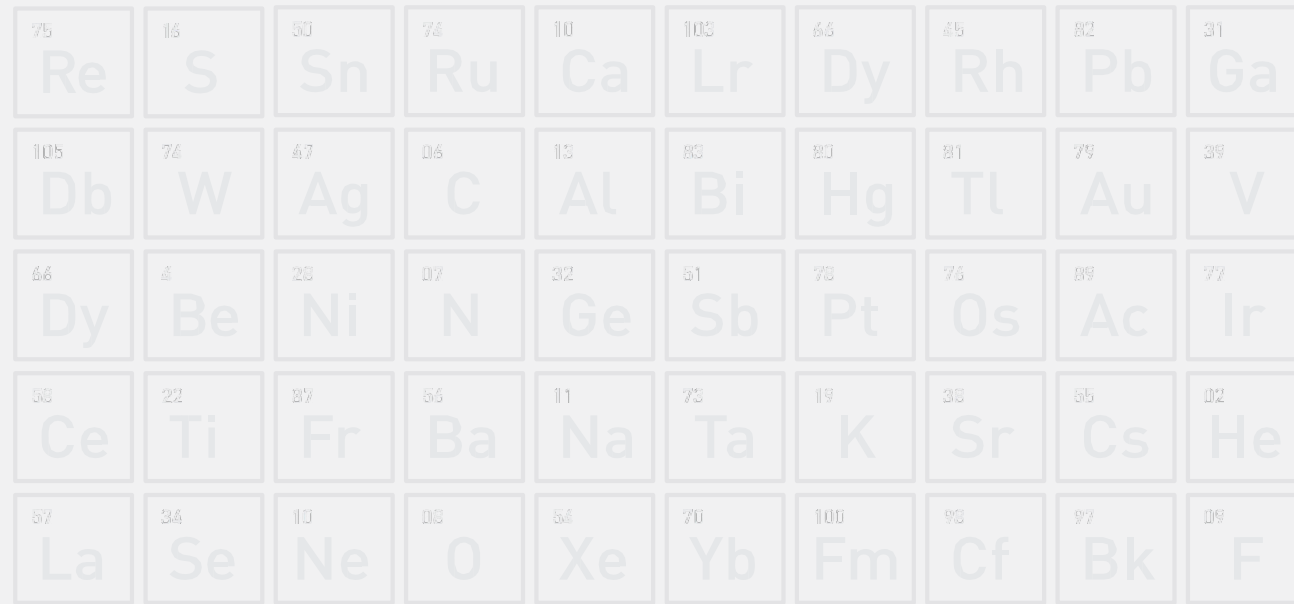
13.3 Les évaluations porteront principalement sur le rendement sur une période mobile de quatre ans, bien que l'on puisse également prendre en compte le rendement sur des périodes plus courtes ainsi que le rendement du Gestionnaire pour des comptes comparables avant sa nomination au Fonds. Le Gestionnaire ne sera pas nécessairement blâmé pour ne pas avoir atteint la cible de rendement à court terme. Cependant, le Comité peut conclure qu'en raison d'un rendement à court terme considérablement en deçà des objectifs, il est peu probable que le Gestionnaire atteigne son objectif de rendement en maintenant un degré de risque acceptable d'ici la fin du cycle de marché.

- 13.4 Le rendement des Gestionnaires sera mesuré en fonction des indices de référence applicables et des groupes homologues, de même qu'à partir d'autres critères, indices et groupes comparateurs non liés au rendement.
- 13.5 Les Gestionnaires seront aussi jugés selon des critères autres que le rendement, notamment :
- (a) l'échec à se conformer aux lignes directrices de la Politique;
 - (b) les changements touchant le personnel jouant un rôle clé dans la gestion des placements, les propriétaires et la structure organisationnelle;
 - (c) la détérioration de la qualité et du niveau de service;
 - (d) les frais de gestion des placements;
 - (e) la situation financière du cabinet (y compris tout changement important relativement aux actifs gérés).
- 13.6 Le Comité doit déterminer s'il est nécessaire de communiquer au Conseil toute information découverte dans le cadre des activités de surveillance décrites aux présentes.

Section XIV – Examen des politiques

- 14.1 La présente Politique sera examinée et approuvée au moins une fois par année, ou chaque fois qu'un changement important s'impose. Un tel examen peut être nécessaire pour diverses raisons, notamment :
- (a) un changement dans les dépenses prévues du Fonds;
 - (b) une révision du rapport risque/rémunération prévu à long terme pour des classes d'actifs importantes;
 - (c) un changement des objectifs financiers ou de la tolérance au risque de la Fondation;
 - (d) la découverte de lacunes de la Politique lors de son application pratique;
 - (e) la nécessité de modifier la Politique à la suite de recommandations communiquée au Comité par un Gestionnaire.

ANALYSE DES RISQUES ET DE L'ÉVALUATION



Résumé

Fondation Asie Pacifique du Canada

Au 31 mars 2018



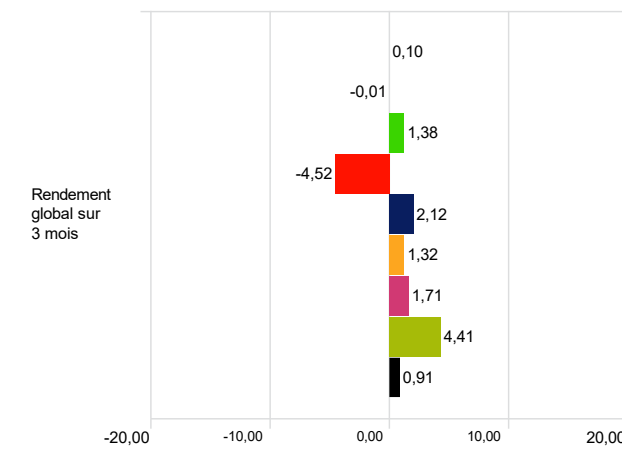
Résumé

Fondation Asie Pacifique du Canada

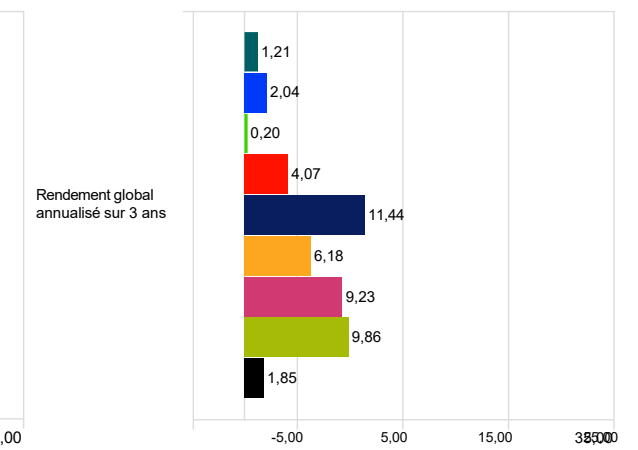
Au 31 mars 2018

- FTSE TMX Canada Universe Bond
- FTSE TMX Canada LT Bond
- FTSE TMX Canada Real Return Bond
- S&P/TSX Composite
- S&P 500 (C\$)
- MSCI EAFE (C\$)
- MSCI World (C\$)
- MSCI EM (C\$)
- CAN Consumer Price Index

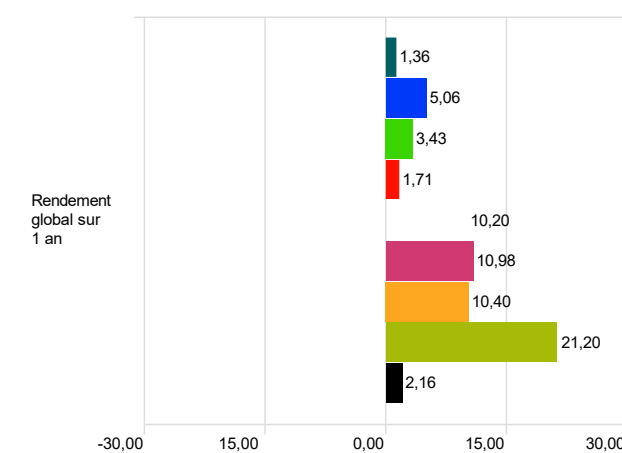
Trimestre se terminant le 31 mars 2018



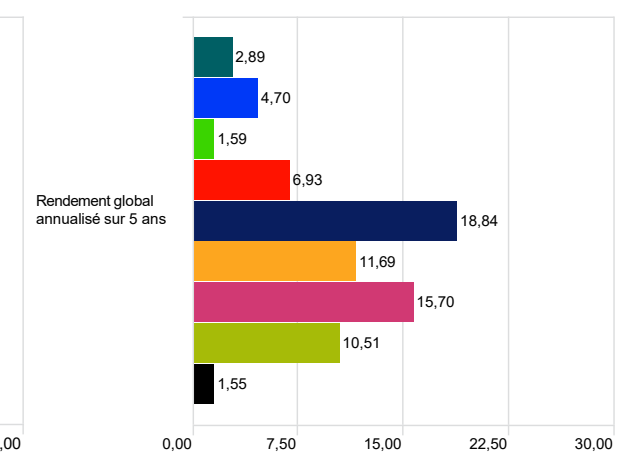
Période de 3 ans se terminant le 31 mars 2018



Période de 1 an se terminant le 31 mars 2018

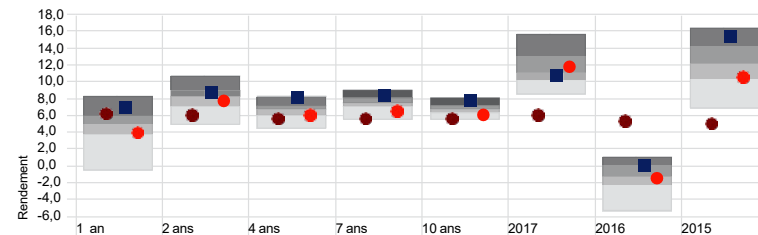


Période de 5 ans se terminant le 31 mars 2018

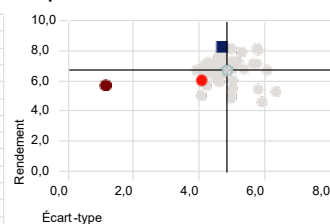


Rendement passé **Risque/rémunération**

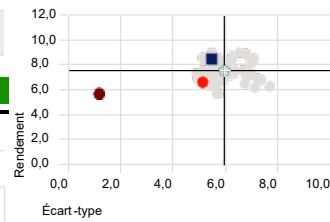
Groupe homogène (5-95 %) : Universel - équilibré



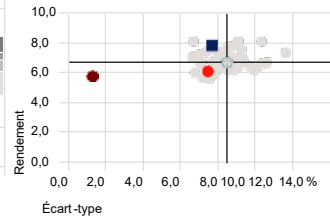
Risque/rémunération 4 ans



Risque/rémunération 7 ans



Risque/rémunération 10 ans

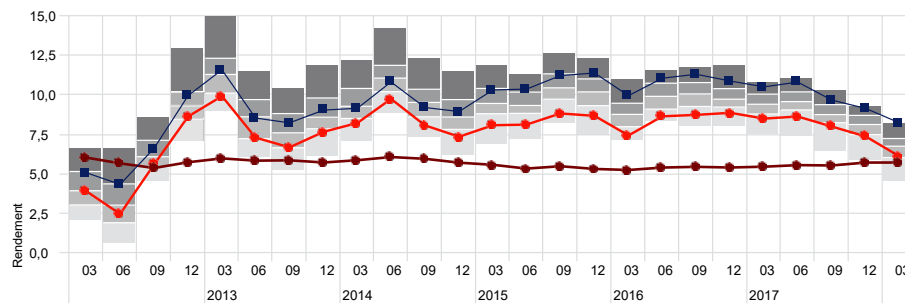


Fonds global	6,98	14	8,86	27	8,22	6	8,39	19	7,75	13	10,79	63	0,18	23	15,50	10
IPC CAN + 4 % (décalé)	6,24	21	6,18	86	5,72	78	5,72	93	5,74	91	6,12	98	5,42	1	5,09	98
Indice de référence sur mesure	3,96	69	7,82	66	6,09	73	6,58	83	6,07	84	11,82	40	-1,46	59	10,59	71
Médiane	4,98		8,17		6,74		7,50		6,67		11,14		-1,28		12,22	

Rendement sur période mobile de quatre ans

Rendement sur période mobile

Période mobile : période de 4 ans et 3 mois

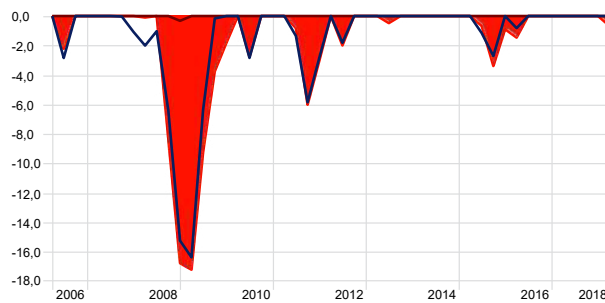


■ Fonds global ● IPC CAN + 4 % (décalé) ● Indice de référence sur mesure

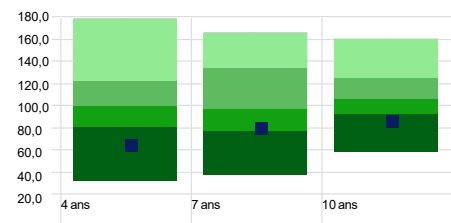
Statistiques boursières

Fluctuations négatives

Période : 01-04-2006 au 31-01-2018



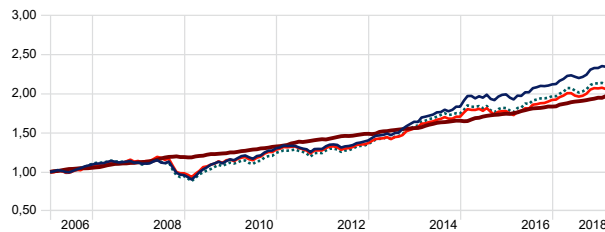
Saisie des pertes



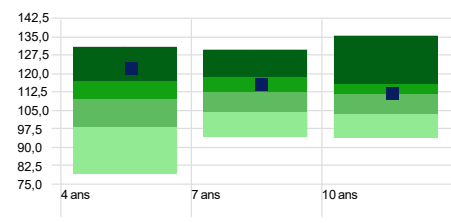
Fonds global	64,72	12	79,99	29	86,87	21
Médiane	98,60		96,27		105,41	

Croissance d'un dollar

Période : 01-02-2006 au 31-03-2018



Saisie des gains

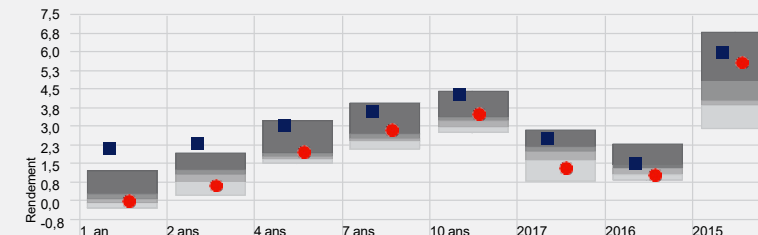


Fonds global	122,43	16	115,92	31	111,94	46
Médiane	109,67		112,02		111,61	

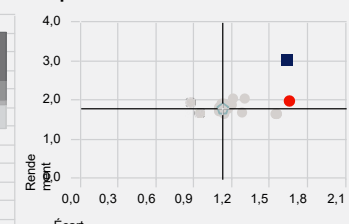
■ Fonds global ● IPC CAN + 4 % (décalé) ● Indice de référence sur mesure

Rendement passé **Risque/rémunération**

Groupe homogène (5-95 %) : universel - Obligations à court terme et hypothèques



Risque/rémunération 4 ans

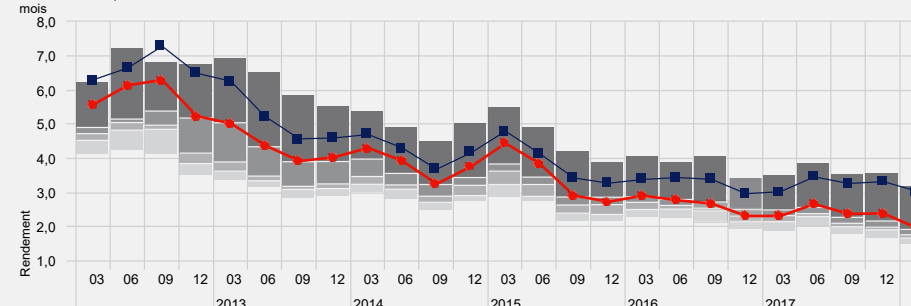


Total des obligations	2,12	1	2,33	4	3,03	11	3,61	17	4,32	20	2,54	11	1,53	21	6,01	11
Indice de référence sur mesure pour les obligations	-0,02	64	0,65	82	1,96	22	2,86	23	3,51	20	1,32	78	1,05	79	5,57	11
Médiane	0,05		1,02		1,77		2,50		3,23		1,96		1,31		4,06	

Rendement sur période mobile quatre ans

Rendement sur période mobile

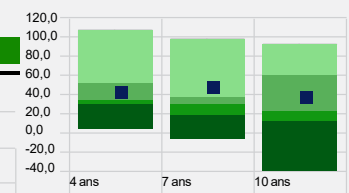
Période mobile : période de 4 ans et 3 mois



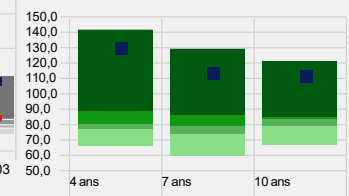
■ Total des obligations ● Indice de référence sur mesure pour les obligations

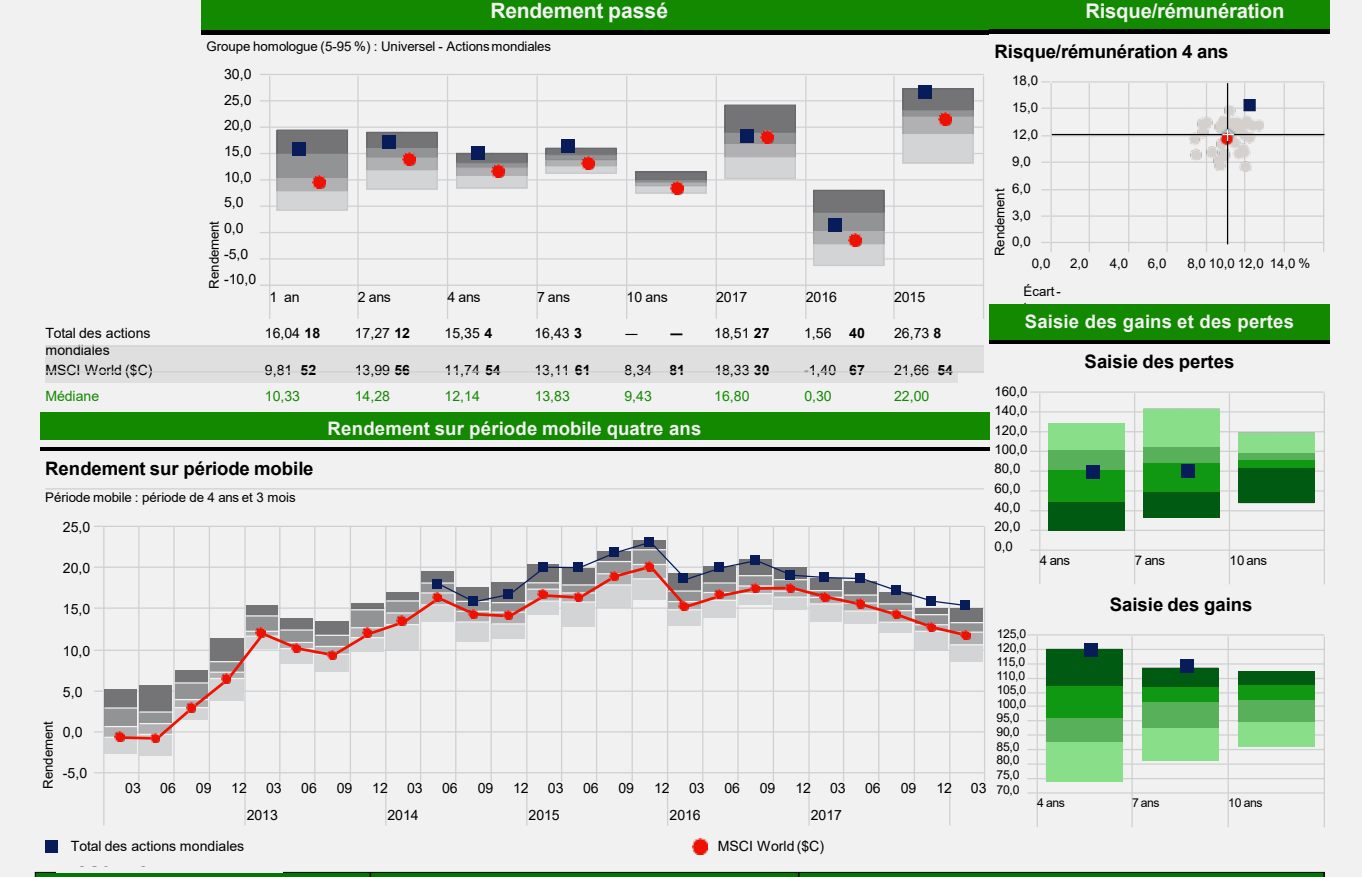
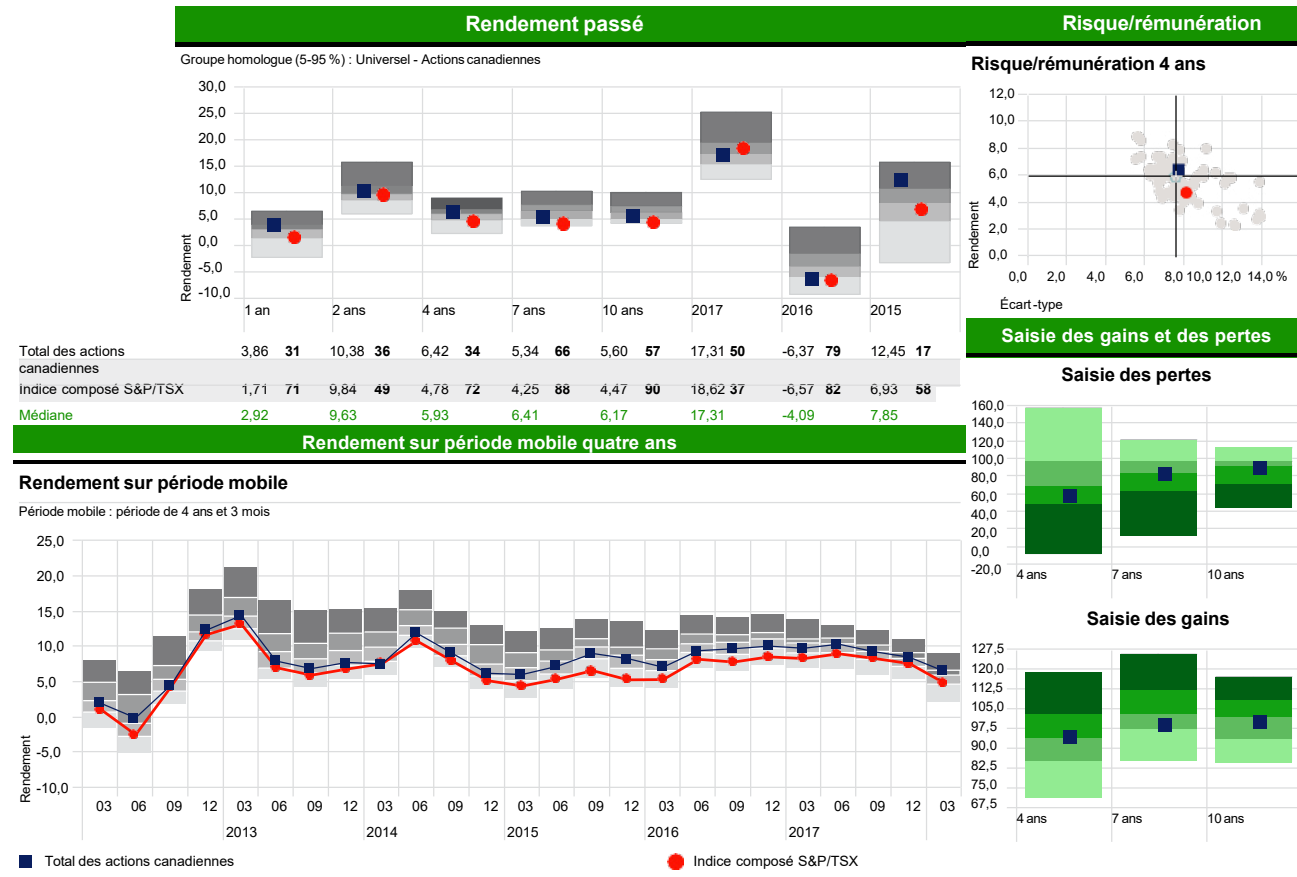
Saisie des gains et des pertes

Saisie des pertes



Saisie des gains





Critères du cabinet	PH&N	Fiera	
Changement de propriétaire	✓	✓	✓
Perte de membres clés	✓	!	✓
Changements significatifs aux actifs sous gestion	✓	✓	✓
Changement de philosophie ou de processus	✓	✓	✓
Critères relatifs aux produits	Revenu fixe	Actions canadiennes	Actions mondiales
Gains/pertes de comptes	✓	✓	✓
Style correspondant à la stratégie	✓	✓	✓
Rendement par rapport à l'indice de référence	✓	✓	✓
Rendement par rapport aux homologues universels	✓	✓	✓
Mesures des risques correspondant aux objectifs	✓	✓	✓
Commentaires	<p>Le portefeuille de titres à revenu fixe géré par PH&N ne contient que des titres du fonds fiduciaire de retraite d'hypothèques PH&N depuis novembre 2017. Le mandat a généré un rendement de 2,1 % pour l'exercice financier qui s'est terminé en mars 2018, surclassant l'indice de référence sur mesure pour les retours des titres à revenu fixe, établi à 0 %. Le mandat se classe au premier quartile sur chaque période mobile de quatre ans présentée.</p> <p>Le fonds principal d'actions canadiennes se classe au 31^e percentile pour l'exercice financier, avec un rendement de 3,9 %. Bien que le fonds se classe au 2^e quartile pour les résultats annualisés de la dernière période de quatre ans se terminant en mars 2018, le rendement antérieur du fonds est sous la médiane pour des périodes mobiles de quatre ans.</p> <p>Le fonds d'actions mondiales se classe au 18^e percentile avec 16,0 % pour l'exercice financier, et continue d'afficher un rendement supérieur à l'indice. L'ensemble du mandat de capitaux propres s'est établi à un rendement de 9,8 % pour la période de 12 mois se terminant en mars 2018, ce qui dépasse l'indice de référence sur mesure de 4,1 %. Selon les résultats annualisés sur une période de quatre ans, le mandat de capitaux propres a ajouté 2,6 % à l'indice de référence sur mesure.</p> <p>Au début de 2018, Nicolas Papageorgiou, qui a rejoint Fiera en 2016, a été nommé directeur du placement à la division canadienne de Fiera Capital.</p> <p>En avril, Fiera a annoncé qu'Ashish Chaturvedi, un des deux gestionnaires de portefeuille principaux responsables de la stratégie du fonds principal d'actions canadiennes, quittait l'équipe pour prendre la direction d'une nouvelle stratégie de rendement absolu, le fonds Fiera Focused Market Neutral Fund (fonds d'actions insensible au marché Fiera [traduction libre]). Nessim Mansoor, qui, en 2016, s'est joint à Fiera en tant que directeur de la stratégie d'actions canadiennes indépendante de référence, fera partie de l'équipe du fonds principal d'actions canadiennes et sera l'un des deux gestionnaires de portefeuille principaux pour la stratégie.</p>		



www.asiapacific.ca/fr





ASIA PACIFIC
FOUNDATION
OF CANADA

FONDATION
ASIE PACIFIQUE
DU CANADA

Siège social

675 rue Hastings Ouest, bureau
900 Vancouver (C.-B.) Canada
t : 604.684.5986 f : 604.681.1370

Bureau de Toronto

375, avenue University, bureau 205
Toronto (Ontario) M5G 2J5 Canada
t : 416.597.8040 f : 416.597.1162